

p. 7: **Les travaux de la Direction Nationale**

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
N° 515, 1,50 F
JEUDI 25 NOVEMBRE 1971



**la révolution
qu'est-ce que c'est ?**



Vers les trois millions

Le 23 novembre, la souscription ouverte pour sauver Tribune Socialiste avait atteint 27 625,50 francs nouveaux.

Comme nous l'avons déjà écrit, ce résultat n'a été obtenu pour l'essentiel que grâce aux dons individuels des membres du Parti, et de nombreux sympathisants. Mais les organisations du Parti commencent à se manifester : soulignons ici, notamment l'effort des Fédérations du Finistère et de la Dordogne, comme celui des sections parisiennes du 12^e et 20^e arrondissements.

Dans le même temps, la vente militante prend un nouvel essor, et le rythme des abonnements s'accélère. Les signes positifs commencent donc à apparaître

Pour autant, nous n'entendons pas voiler les difficultés qui subsistent.

● La parution de ce numéro n'a été possible que du fait des premiers résultats de la souscription. Le problème reste posé, semaine après semaine.

PAS DE PARTI RÉVOLUTIONNAIRE SANS JOURNAL.

ABONNEZ-VOUS

Abonnement à servir à

M., Mme, Mlle (nom et prénom) _____

Adresse complète : Rue _____

N° _____

Ville _____

N° Département _____

Je désire souscrire un abonnement de :

1 an (52 numéros) 50 F (1) 6 mois (26 numéros) 26 F

Afin d'aider TRIBUNE SOCIALISTE je souscris un abonnement de soutien

1 an (52 numéros) 100 F 6 mois (26 numéros) 50 F

Abonnement couplé avec la revue bi-mestrielle CRITIQUE SOCIALISTE

1 an \ 6 numéros « C.S. » / 74 F
/ 52 numéros « T.S. » \

AVEC VOTRE ABONNEMENT d'un AN nous sommes heureux de vous offrir le livre :

« Des militants du P.S.U. », présenté par Michel Rocard.

TRIBUNE SOCIALISTE à rue Borromée PARIS 15^e - C.C.P. PARIS 5826-05

(1) Cocher la case correspondante.

La révolution, qu'est-ce que c'est ?

La situation politique française est paradoxale : crise de confiance croissante vis-à-vis du pouvoir, manque de dynamisme dans les préparatifs d'union de la gauche et en même temps période de difficultés du mouvement révolutionnaire.

C'est par rapport à cette situation qu'il faut reprendre l'exécution des mandats que le congrès de Lille a donné au parti. « C'est pourquoi la tâche de l'heure pour les révolutionnaires est non seulement de fournir une réponse claire aux questions que pose le mouvement réel des masses, mais encore de leur fournir les moyens de cette réponse. Une stratégie révolutionnaire capable de réussir doit s'efforcer d'exprimer la totalité de ce mouvement... ».

La stratégie du parti telle qu'elle est fixée par ses récents congrès et conseils et notamment par le congrès de Lille, consiste à développer un pôle révolutionnaire capable de prendre une influence largement significative parmi les travailleurs et d'amener ainsi la classe ouvrière et ses alliés à peser de manière directe et décisive sur les changements qui se préparent. Cela doit se traduire par la recherche d'une véritable unité des travailleurs à la base autour d'une ligne et d'un projet révolutionnaire précis. Si l'unité électorale des appareils se fait, tout le problème sera d'exercer la pesée des masses de manière suffisamment forte pour la déborder et donner au mouvement populaire des objectifs authentiquement socialistes. Si cette unité électorale ne se fait pas, il n'y aura même pas d'illusions à dénoncer, et l'unité des travailleurs autour d'objectifs fondamentaux capables d'animer leurs luttes sera la vraie réponse à la situation. Le P.S.U. a décrit en plusieurs temps successifs l'application de cette stratégie. Le premier temps a été l'adoption du contrôle ouvrier comme axe de lutte, pour la mise en cause directe du pouvoir patronal ; par les formes d'organisation qu'il appelle au sein des entreprises, le contrôle ouvrier est un point d'appui essentiel pour cette stratégie. Le congrès de Lille a dans un deuxième temps défini de manière plus large la mise en œuvre de cette stratégie, avec l'objectif du « mouvement politique de masse ». Il s'agit d'assurer la convergence de mouvements divers par leurs origines comme par leurs points d'application. Celle-ci « ne peut se faire que dans une perspective politique sous la direction de la classe ouvrière en fonction d'une intégration progressive des revendications et des objectifs face à un adversaire commun. »

Pour passer au troisième temps, le congrès de Lille a défini un instrument privilégié pour assurer la convergence des luttes populaires : l'élaboration du programme révolutionnaire de transition.

Notre résolution dit encore : « la préparation d'un tel programme doit être une activité permanente du parti afin qu'ils enrichisse de nouvelles expériences, de nouvelles réflexions du courant révolutionnaire... »

C'est à l'exécution de ce mandat que s'est attachée la dernière session de la D.P.N. : la révolution, qu'est-ce que c'est ?

Il n'y a sans doute pas aujourd'hui de question plus importante pour la grande masse des travailleurs de France. Derrière ce mot, se cachent tout à la fois une grande espérance, les certitudes théoriques de bon nombre de militants, mais qui sont loin d'être d'accord entre eux, et le doute ou l'inquiétude de la plupart des travailleurs.

La D.P.N. a retenu deux thèmes principaux, celui du travail, c'est-à-dire de toute l'organisation de la production et celui du pouvoir, c'est-à-dire de toute l'organisation sociale. Mais, bien des conflits traversent la France qui ne sont pas vécus directement comme des conflits de classe, bien qu'ils le soient. Sur sept autres thèmes complémentaires, la même relation doit s'établir entre la direction des luttes et la perspective de programme à laquelle elle donne lieu :

la ville, la consommation, la famille et la vie quotidienne, le savoir, l'expression et l'information, la solidarité, la société internationale.

Dans chacun de ces domaines, il appartiendra au parti de rappeler les principaux éléments qu'il a déjà soumis au débat collectif. Il lui appartiendra aussi d'en vérifier la valeur par leur correspondance avec les formes et les enjeux réels de la lutte de classes.

Il lui appartiendra enfin de poser toutes les questions qu'il n'a pas encore abordées en tant que parti, mais sans lesquelles il n'y a pas de transition vers le socialisme : comment faire disparaître la division sociale du travail, la coupure entre la ville et la campagne, le travail manuel et le travail intellectuel ? Comment faire disparaître les valeurs marchandes, c'est-à-dire la soumission de toute notre vie sociale et même de notre vie privée aux lois du capitalisme ? Comment créer une société où le pouvoir socialiste ne soit pas seulement l'enjeu de fractions à l'intérieur de l'appareil bureaucratique dominant ? Comment assurer les formes de vie publique telles que par exemple les minorités ethniques voient reconnue leur identité. Bien d'autres questions seront à poser. Le parti se donne à travers ce texte un travail considérable.

Des documents écrits, des brochures permettront de poser les questions du débat aussi précisément que possible et d'en décrire les formes à partir du printemps prochain.

En outre, le parti s'est déjà donné un calendrier de travail qui permet d'aborder certaines de ces questions dans une première étape :

— conférence nationale entreprises, qui serait donc le premier lieu d'élaboration du « programme révolutionnaire » ; rencontre nationale sur les problèmes féminins ; conférence nationale sur les minorités ethniques ; conseil national sur la politique internationale.

Bien entendu, il ne s'agit pas là de diluer la responsabilité politique du parti dans on ne sait quelle confiance mythique en la spontanéité des masses. En tant qu'organisation révolutionnaire, le P.S.U. gardera la responsabilité d'arrêter pour ce qui le concerne les choix fondamentaux. Mais il entend susciter le débat, recueillir l'expérience collective la plus large possible, se situer à l'écoute des masses avec l'ensemble des organisations qui participent au même projet.

Pour que le P.S.U. puisse être le bon support de cette élaboration collective, il faut qu'il en ait la volonté et la capacité et ici se pose le problème de la vie intérieure du parti.

Nous sommes et restons attachés à l'idée que le P.S.U. tire sa richesse de la diversité d'origine et des sensibilités de ses membres. Le libre droit de tendance et d'expression a toujours été reconnu au P.S.U. La D.P.N. vient de le renforcer et de le préciser en adoptant une résolution qui en fixe les modalités d'exercice. Mais un parti révolutionnaire ne peut se borner à être un carrefour, un lieu de rencontre de militants poursuivant chacun ses objectifs au nom de stratégies et avec des formes organisationnelles diverses.

L'appartenance à la même organisation n'a de sens que si l'organisation elle-même s'en trouve renforcée, ce qui suppose le respect d'un certain nombre de règles communes. Ces règles ont été transgressées dans la période récente par plusieurs groupes de camarades. La D.P.N. n'a souhaité procéder à aucune mesure bureaucratique, ni exclure personne, mais elle a décidé de demander aux camarades concernés, devant les instances responsables, d'exprimer clairement leur choix d'organisation et de préciser par là si l'appartenance au P.S.U. a encore pour eux un sens ou non.

Sous ces conditions, le parti peut retrouver vraiment la capacité de se battre en commun autour des mêmes objectifs grâce à laquelle les décisions de la dernière D.P.N. et notamment le lancement du projet « la révolution, qu'est-ce que c'est ? » seront peut-être l'occasion d'un redémarrage de l'espérance révolutionnaire en France.

Michel ROCARD.

Une duperie sans précédent

Le 28 octobre, les fédérations syndicales d'E.D.F.-G.D.F. rencontraient les directions générales avec comme point important à l'ordre du jour : la réduction des horaires et le retour aux 40 heures. Un certain nombre d'actions s'étaient déroulées depuis le début du mois sur cet objectif allant dans de nombreux cas jusqu'à la prise d'une heure par le personnel, le plus souvent contre la volonté de la C.G.T.

A l'initiative des directions générales l'essentiel des discussions a porté sur la convention salariale et les conditions de son application. Après un certain nombre de propositions, rendez-vous était pris pour le 12 novembre.

Que s'est-il passé entre les deux dates ? Rien, aucune mobilisation du personnel, aucune action, pas même des A.G. de personnel, tout juste deux tracts d'information, un de la C.G.T. et un de la C.F.D.T. !

Le 12 novembre donc, un accord est intervenu entre les directions générales et les fédérations C.F.T.C., Cadres, F.O., mais aussi C.G.T. La C.F.D.T. n'a pas signé, voulant consulter ses adhérents. Qu'y a-t-il donc dans cet accord ?

Un nouvel avenant

Alors qu'en février 1971, un avenant à la convention de 1969, signé par toutes les organisations syndicales, fixait la progression minimum du pouvoir d'achat à 2,5 %, le nouvel avenant fixe ce taux minimum entre 2 et 3 %, calculé entre ces limites par une nouvelle formule tenant compte des résultats de l'économie française et de la spécificité de l'entreprise. Cette progression se fait par rapport à l'indice officiel des 295 postes, manipulé à volonté par le pouvoir. Il ne reste donc pratiquement rien par rapport à l'augmentation réelle des prix !

La convention de 69 ainsi amendée est prorogée pour deux ans

Cette convention que la C.G.T. n'avait pas signée et qui était inacceptable est un véritable « contrat de collaboration de classe » (expression de Georges Séguy), le premier contrat de progrès signé dans le cadre de la « nouvelle société » de Chaban-Delmas. Il prévoit que l'augmentation des rémunérations est fonction des résultats de l'économie française et de la spécificité de l'entreprise, autour d'une formule complexe.

Nous avons donc maintenant deux formules dont la compréhension et le maniement ne peuvent être le fait que de spécialistes !

Et ceci est signé pour deux ans !

Qu'on ne vienne pas nous dire que

signer les avenants ce n'est pas signer la convention, puisque la phrase signée est « la convention ainsi amendée est prorogée de deux ans à dater du 1^{er} janvier 1972 et renouvelable par tacite reconduction ».

Mais ce n'est pas tout, il existe un accord secret complémentaire !

Puisque la « progression du pouvoir d'achat » garantie était de 2,5 % en 71, et que le nouveau texte ne prévoit qu'une garantie de 2 à 3 %, une note technique secrète a été lue très rapidement par M. Boiteux lors de la réunion et enfermée dans son coffre-fort. Elle prévoit qu'en 1972, mais pas en 1973, deuxième année de l'accord, la progression ne sera pas inférieure à 2,5 %.

Comment ? En attribuant au 1^{er} janvier 1972, une augmentation des points-coefficients de 0,5 % entièrement hiérarchisée ! Qu'est-ce que cela veut dire ? Depuis 68, des « opérations bas salaires » ont été effectuées en augmentant plus les coefficients des basses catégories. Ainsi l'écart hiérarchique a été réduit, d'ailleurs fort peu.

Alors qu'en 4 ans l'écart s'était réduit de 11,2 points, la nouvelle mesure provoque un nouvel accroissement de 3,1 points ; soit un quart de cette réduction remis en cause ! Cela représente 44 points pour l'année, soit 221,00 F d'augmentation de plus en 1972 pour la 14 BI que pour la 3 BI.

Quels intérêts défend donc la C.G.T. en acceptant cela ? Ceux du personnel d'exécution et de maîtrise ou ceux des cadres ?

Mais surtout comment peut-on accepter un tel secret. Les négociations doivent se dérouler devant tout le personnel. Les dirigeants des fédérations ne sont pas des spécialistes. C'est tout le personnel qui doit être au courant, juger et agir.

Des bruits circulent d'ailleurs actuellement sur le fait que le texte secret aurait été négocié avant la réunion du 12 entre la direction et la C.G.T. Cela mériterait des explications de la C.G.T. !

Un accord inacceptable

Signer pour 2 ans (et non pour 1 an comme le disait « l'Humanité » du 13 novembre), un texte liant le personnel aux résultats de l'économie et de l'entreprise, augmenter à nouveau et encore plus que ces dernières années la hiérarchie des salaires, avoir un accord secret, autant d'éléments qui font de cet accord quelque chose de totalement inacceptable.

Il serait trop facile de retourner à la fédération C.G.T. les critiques qu'elle faisait au texte de 1969 (collaboration

de classe, liquidation du statut national, précipitation dans la signature, intégration du personnel aux objectifs du pouvoir, etc.). Revenons cependant sur un texte de la fédération C.G.T. : « Notre fédération a précisé que s'il s'agissait par un subterfuge quelconque de lui faire avaliser cette conception de subordonner strictement les salaires du personnel à la conjoncture économique du pays et aux résultats de l'entreprise, elle ne signerait pas le texte en cause ». C'était en février 1971. Que de changements en 9 mois !

Du côté C.F.D.T., on se souvient que nous avons considéré la signature de la convention de 69 comme une grave erreur. Et aujourd'hui l'attitude de cette fédération n'est pas claire : elle ne signe pas, pour l'instant du moins, mais « est prête à jouer le jeu d'une bonne politique contractuelle ». Nous, pas : s'il est évident qu'il doit y avoir des négociations, cela ne doit jamais prendre la forme de « contrats », d'engagements de la part du personnel : si celui-ci peut dans 3 ou 6 mois, compte tenu du rapport de forces arracher de nouveaux avantages, il devra le faire et il le fera, malgré les signatures, comme en mai 68 !

Toute négociation doit se faire sur la base d'un rapport de forces. Or la C.F.D.T., pas plus que la C.G.T. n'a mobilisé le personnel entre le 28 octobre et le 12 novembre !

Des propositions

Quelles propositions avons-nous faites ? Devant les écarts hiérarchiques inadmissibles que nous connaissons et dans le but d'avancer dès aujourd'hui vers la destruction de cette hiérarchie, aspect fondamental du capitalisme, nous avons proposé que la revendication et la mobilisation portent sur des

Augmentations égales pour tous

Les fédérations syndicales ont refusé de défendre cette position qui est la seule à être résolument anticapitaliste. Aujourd'hui, plus que jamais, il faut agir. Si la « somme annuelle de l'ensemble des rémunérations » doit augmenter de 6,5 % en 72, ce qui est trop peu bien sûr, exigeons que cette somme soit répartie également entre tous les agents.

Pour cela discutons-en entre nous, dans nos organisations syndicales, lors des A.G. de personnel, mobilisons-nous. Cet objectif est possible : il a été arraché dans de nombreuses entreprises. La signature de l'accord inacceptable, duperie sans précédent, doit nous renforcer dans notre détermination de lutter et d'avancer, quels que soient ceux qui s'y refusent !

Sauver T.S.

1^{er} initiative :

Chaque militant demande à son libraire d'afficher T. S.

Sauver T.S.

2^e initiative :

Chaque section organise une fête pour T.S.

Sauver T.S.

3^e initiative :

Une réunion de sympathisants suivie d'une collecte

Le 4 novembre, R.-M. Doumenc, P.D.G. de la S.A. Heurtey, après avoir été celui de la compagnie des Compteurs de Montrouge, annonçait d'ici fin décembre environ 200 licenciements.

Présentation

Heurtey, est une société d'engineering d'origine familiale que son extension rapide à inféodée à la Banque de Paris et des Pays-Bas.

Son personnel est composé d'un tiers d'employés de petite et moyenne classification, d'un tiers de dessinateurs et techniciens et d'un tiers d'ingénieurs et cadres.

Les syndicats y sont apparus dans la foulée de 1968. L'audience est à peu près également partagée entre la C.F.D.T. et la C.G.T. Bien que la nécessité de faire front uni contre la direction soit ressentie par tous, les deux sections syndicales ont leurs caractéristiques propres, et leur évolution.

La C.G.T. a été secouée intérieurement par des problèmes de démocratie : ceci étant, elle reste encore très disciplinée et très suiviste par rapport aux consignes de l'union locale. La C.F.D.T. s'est peu à peu radicalisée et s'est affirmée sur un certain nombre de points : tentation puis refus de la participation, mise en avant de revendications d'augmentation uniforme, souci d'élargir les problèmes spécifiques aux problèmes de la branche, montée de la combativité.

Il existe une cellule du P.C. formée des leaders de la C.G.T., soucieuse de sa clandestinité (sic !), sortant un bulletin d'entreprise, coincée entre son désir de dénoncer les gauchistes et de maintenir sa mainmise sur la C.G.T. qui a sa « frange » gauchiste.

A noter aussi la présence de L.O.. Son impact est dû avant tout à la régularité de la parution de sa feuille. Elle souffre de son peu d'implantation réelle (nombre très restreint d'informateurs dans l'entreprise) et, dues à celles-ci, d'un certain nombre d'erreurs (trop de dénonciations de « petits chefs », critiques ambiguës des syndicats).

Le groupe P.S.U., quant à lui, a préféré investir ses forces à travailler le plus correctement possible dans la C.F.D.T. : ses membres étaient d'ailleurs, pour la plupart, connus comme P.S.U. avant même l'apparition des syndicats. Il a surtout tenté de sensibiliser le personnel sur des problèmes sortant

du cadre de la société (Palestine, Vietnam, relations parti-syndicat).

Enfin et surtout, il a toujours pensé qu'une pratique correcte — ni sectaire, ni dogmatique — était la meilleure façon d'aider à une prise de conscience — dans un milieu à priori non ouvert à l'esprit révolutionnaire.

Analyse

Dès le début apparaît une divergence entre C.F.D.T. et C.G.T. Cette dernière déclare : « elle ne veut, en aucun cas, sacrifier la situation de 1.000 salariés à 200 » et qu'« elle ne peut oublier qu'à côté des licenciements, il y a le problème de la conservation du pouvoir d'achat. »

La C.F.D.T. se refuse cependant à rompre l'unité.

A l'A.G. du personnel, après avoir brossé la situation générale de l'engineering et de l'ensemble de l'économie française, elle met l'accent sur le rôle privilégié que tient dans ce contexte « le véritable patron » et la nécessité de retenir l'« aspect principal » de la situation : avant d'étudier la gamme des possibilités de reclassement ou des garanties, mener la bataille sur le refus de tout licenciement.

Seconde divergence avec la C.G.T. qui semble peu chaude à porter le débat sur la place publique : c'est pourtant un communiste, Henri Claude qui a écrit un livre riche d'enseignements sur la stratégie d'un groupe tel que la B.P.P.B.

Sont pourtant retenues, à la très grande majorité de l'A.G., une série d'actions dont notamment :

— intervention auprès de Jacques Delors,

— principe d'une délégation appuyée par le personnel au siège de Paribas,

— plusieurs débrayages de soutien.

C'est d'ailleurs grâce à l'intervention — immédiate — de Delors, que la réunion du C.E. se tient en présence d'une représentante de l'inspection du travail.

Reste la manifestation devant le siège de Paribas, prévue pour le 10 à 14 heures.

Les pressions se font nombreuses sur le personnel et revêtent des formes multiples : « notre service ne sera pas touché ; ce n'est pas le moment de nous signaler à l'attention », « les cadres ont des problèmes spécifiques... », « avez-vous fait grève, ou êtes-vous allé vous informer ? », « si vous êtes sur la liste des licenciés, vous compromettez votre reclassement, si vous restez, ce type d'action compromet l'avenir de la société », « quand un navire fait naufrage, ce n'est pas en s'agitant d'une façon désordonnée à bâbord ou à tribord qu'on l'aide à flotter », « vous pensez faire un beau gâchis... ».

La C.G.T. verse dans le pessimisme : le 10 à 13 heures 30, elle en est pratiquement à abandonner la manifestation. Il faut la combativité de la C.F.D.T. pour faire procéder à un vote par le personnel réuni dans la rue et maintenir l'action. Finalement, près de 250 travailleurs se rendent, banderoles déployées au siège de la Banque, rue d'Antin. Ils sont d'ailleurs enthousiasmés par l'accueil réservé tout au long du parcours : employés aux fenêtres, travailleurs quittant les chantiers pour venir chercher les tracts, conducteurs d'autobus arrêtant leur véhicule pour prendre l'information — même la compréhension des agents chargés de la circulation...

Au retour, c'est une A.G. de 500 travailleurs devant Heurtey...

Le fond du problème

Pas plus l'entrevue avec le secrétaire général de la B.P.P.B. que la réunion du C.E. du 12 n'apportèrent d'éléments nouveaux.

La décision est irréversible et elle est sans garanties pour l'avenir.

Il ne sera pas répondu ni ici ni là aux questions précises posées par les syndicats. On affirmera l'indépendance totale (sic) de la société — et ceci en contradiction totale avec :

— le rôle personnel du P.D.G. Doumenc, « homme du groupe » avoue-t-il lui-même, déjà « liquidateur » de la compagnie des Compteurs,

— la stratégie évidente de Paribas,

— les déclarations mêmes de son P.D.G. Jacques de Fouchier.

« Nous n'entrons pas dans la gestion des entreprises, mais nos spécialistes qui suivent cette question sont constamment préoccupés de mettre à la place qui leur convient les hommes les plus capables et les plus adaptés. »

« Quand nous avons traité avec Schlumberger pour la reprise de la compagnie des Compteurs, nous l'avons fait pour toutes sortes de raisons et surtout parce que seule une affaire extérieure puissante et non concernée par la longue histoire des compteurs pourrait en promouvoir la restructuration. »

« Nous ne sommes pas des philanthropes (...) Il se trouve qu'il y a une tâche sociale qui consiste à aider à la bonne organisation du tissu industriel du pays. Cette tâche est rémunérable et rémunérée. »

(« L'Expansion », septembre 71.)

Comment de Fouchier entend-il percevoir la rémunération des 7 milliards « apportés » à la S.A. Heurtey ?

Il faudra mettre tous les moyens à faire le maximum de publicité à Paribas et à ces méthodes.

Heurtey n'est pas seule touchée, mais toutes les sociétés qui sont sous sa coupe et elles sont nombreuses...

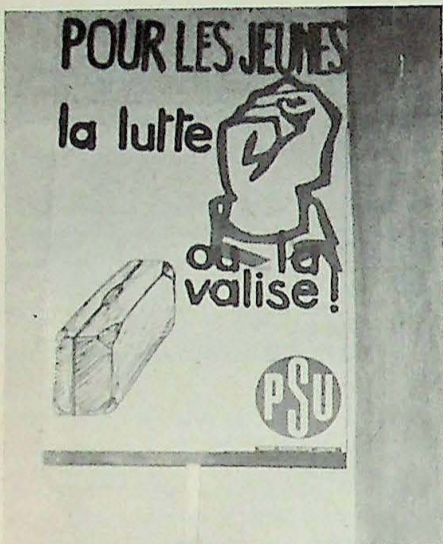
luttons ouvrières

Paribas-Heurtey : 200 licenciements

Sauver T.S. l'initiative centrale Sauver T.S.
1 abonné par militant

A. R. O. P. Lorraine

MALGRE l'absence de représentants des Vosges et de la Meuse — notamment de paysans — en raison du temps (communications difficiles) l'A.R.O.P. circonstancielle qui s'est tenue à Conflans les 20 et 21 novembre avec la participation de A. Barjonet, a été positive. Une discussion approfondie sur la si-



tuation de la sidérurgie lorraine a permis, notamment, d'aboutir aux premières conclusions suivantes :

a) Il n'y a pas de « recettes » magiques pour sauvegarder l'emploi des sidérurgistes. En particulier, rien ne serait plus faux que de reprendre (comme le fait aujourd'hui le P.C.F. !) l'idée d'un « contre-plan ».

b) La « nationalisation » de la sidérurgie ne sauvegarderait en rien l'emploi des travailleurs comme le prouve, précisément, l'exemple des Houillères « nationales »...

c) La lutte syndicale demeure indispensable pour la défense immédiate des travailleurs. La participation à d'éventuels « cartels » de lutte ne doit pas être condamnée « a priori » mais doit résulter d'une analyse cas par cas et ne doit nous lier en aucune façon.

d) Le ralentissement de la production par la lutte contre les cadences de travail et la productivité constitue, de loin, le moyen le plus efficace pour empêcher les patrons de procéder à de nouveaux licenciements.

e) La lutte doit être menée simultanément par les ouvriers et la population tout entière : d'où, la nécessité impérieuse de constituer au plus vite des Comités d'initiative populaire à cet effet.

Nous reviendrons plus en détail sur les travaux de cette A.O.P. Lorraine.

André BARJONET

Emile Copfermann, qui a longtemps parlé du théâtre dans *Tribune Socialiste*, vient d'être éjecté de l'hebdomadaire *Les Lettres Françaises*, dirigé par Louis Aragon, auquel il collaborait depuis dix ans.

Dans une lettre circulaire aux critiques dramatiques des autres organes de presse, Emile Copfermann insiste sur l'arbitraire d'une telle décision (aucune faute professionnelle ne peut lui être reprochée) et il n'hésite pas à rattacher son « procès » qu'il ne peut plaider devant personne à ces procès clairement jugés qui pèsent sur les P.C. en Union soviétique et dans les Républiques de l'Est.

Cette « disgrâce » d'Emile Copfermann n'a rien de dramatique. Il dispose de plusieurs tribunes, dans les revues *Partisans* et *Travail Théâtral*, en même temps qu'il assure, chez Maspero, l'édition des textes importants du passé qui éclairent notre présent (comme, en particulier, l'édition française des textes de Lounatcharsky, commissaire du peuple à l'Instruction publique d'U.R.S.S. de 1917 à 1919, qui sont une réflexion très importante sur les rapports du théâtre et de la politique). Mais la désinvolture des *Lettres Françaises* par rapport à ses employés met l'accent sur la situation faite dans la presse à certaines catégories de travailleurs, d'autant plus mal défendus qu'ils sont sans contrats : les pigistes, payés à l'article. Que n'importe quel changement se produise dans leur façon de voir le monde — surtout politiquement — ou dans l'orientation, ou la présentation même de l'organe qui les emploie, et leurs papiers, réclamés hier, sont éliminés le lendemain sans explication.

Depuis le 10 octobre 1969, Guy Robert, Secrétaire de la section C.F.D.T. de la SAVIEM à Caen, tente de réintégrer cette entreprise. Il a été licencié abusivement à l'occasion de son service militaire.

De procès en procès, la SAVIEM réfute les décisions du tribunal et refuse cette réintégration. Le 12 octobre dernier le Tribunal de Caen ordonnait à la SAVIEM de réintégrer Guy Robert dans les 15 jours et la condamnait à payer 75 F par jour de retard.

Le 12 novembre, le même tribunal condamnait trois dirigeants de la SAVIEM (dont le P.D.G.) à de lourdes amendes pour entrave à l'exercice des fonctions de délégué syndical.

Quelques jours plus tard la Cour d'Appel de Caen annulait la décision ordonnant la réintégration de Guy Robert.

Guy Robert est donc toujours chômeur et il continue une lutte qui n'a jamais été celle d'un homme seul, mais celle de la classe ouvrière pour la reconnaissance des droits syndicaux et ceux des travailleurs. Guy Robert sera réintégré, il ne peut en être autrement.

La lutte continue au foyer des apprentis-jockeys de Maisons-Laffitte (Yvelines) après la manifestation, organisée à l'initiative du comité de soutien et qui a regroupé plus de 700 personnes.

Nous avons présenté les causes de ce conflit dans « T.S. » n° 513, qui a été déclenché par les animateurs du foyer des jockeys à la suite du licenciement de deux de leurs camarades. Mais tout autant que la défense de leurs droits, les animateurs entendent par leur grève, entamée depuis plus d'un mois, dénoncer les conditions de vie qui sont imposées aux apprentis jockeys et aux lads, ces prolétaires du cheval.

Une tragique preuve en a été fournie la semaine même de la manifestation. Kamel B., âgé de 14 ans et demi, a fait une chute du cheval qu'il entraînant Commotion cérébrale. Il est mort le lendemain. C'est le cinquième accident grave enregistré depuis le début de l'année. Les règles de sécurité sont quasi inexistantes sur les pistes d'entraînement : le port du casque n'est pas exigé et on confie un « pur-sang » à un jeune adolescent qui n'a pas deux mois de pratique.

Tels sont les problèmes que posent les animateurs de Maisons-Laffitte. Mais leur grève risque de ne servir à rien si personne d'autre qu'eux ne la popularise. Il faudrait en particulier intervenir systématiquement aux portes des P.M.U.

Arbitraire et exploitation dans le journalisme en bref

Congrès F.O. : un réformisme larmoyant

« Un réformisme larmoyant », tel est le label donné à F.O. par un des participants au congrès qui vient de se tenir à la Mutualité. D'autres orateurs sont montés à la tribune pour y dénoncer certaines pratiques de la troisième confédération syndicale française : « F.O. c'est la Croix Rouge du mouvement ouvrier », « F.O. pratique un syndicalisme de sénateurs », « F.O. pratique plutôt la collaboration de classe », « Le réformisme est la voie de la révolution permanente », etc.

On se dit tout ça et beaucoup d'autres choses dans un congrès de Force Ouvrière mais ça n'a aucune importance. En définitive il ne se sera rien passé à ce congrès.

Depuis pas mal de temps les positions ambiguës conduisent à une perte d'influence certaine de la confédération. Ses dirigeants le savent et en présentant le rapport sur « la place du syndicalisme dans la société » ils voulaient donner l'occasion à F.O. de débattre de son propre rôle pour trouver sa vraie place. C'est manqué.

Bien que ce rapport ait été mauvais, les adhérents de F.O., qui vont des réactionnaires aux anarchistes, ont très rapidement compris qu'il ne pouvait sortir quelque chose de ce congrès que par un éclatement de la confédération. Ils ont choisi de la conserver.

La question qui se pose désormais est celle du rôle que peut encore jouer F.O. dans le mouvement syndical et dans la classe ouvrière. Apparemment aucun. Elle ne paraît être qu'un gros appareil qui tourne à vide.

Mais il ne faut pas confondre la confédération avec les syndicats qui la composent. Parmi ceux-ci il y en a un certain nombre qui savent se battre sur le terrain et dont le choix socialiste est certain. Critiqués dans ce congrès, ils n'en sont pas moins la caution ouvrière de F.O. et il n'est pas dit qu'ils accepteront de jouer encore longtemps ce rôle qui ne fait qu'accroître les ambiguïtés de la centrale d'André Bergeron.

Guy Robert doit être réintégré

Vallourec diminue les salaires

L'usine Vallourec (mécanique) de Montbard (Côte-d'Or) emploie 2.300 travailleurs. C'est la seule entreprise de la région qui s'est installée à Montbard en monopolisant la zone industrielle créée par la municipalité communiste. Vallourec est donc le maître du pays.

L'entreprise peut se permettre de payer des salaires horaires nettement inférieurs à ceux pratiqués à Dijon (1,50 à 2 F de moins). Les travailleurs sont bien obligés d'accepter : il y a plus de 200 personnes inscrites au chômage.

Le seul moyen de s'en sortir est de travailler beaucoup : 46 heures par semaine. Mais le jour où la direction annonce des réductions d'horaires, c'est le drame... On en est là actuellement. Les horaires passent à 43 heures parce que l'usine n'a des commandes que pour quelques semaines. Après on passera sûrement à 40 heures. 1.200 travailleurs vont voir leur salaire diminué de 80 à 120 F chaque mois.

Les ouvriers de Vallourec ne sont pas contre la réduction du temps de travail, mais contre la diminution de leurs revenus. Le patronat n'accepte pas de diminuer les horaires en maintenant le salaire antérieur. En fait il n'accepte pas de diminuer son profit.

Il ne peut donc y avoir de solution que dans l'affrontement. Dans ces conditions on est un peu surpris des premières initiatives et interventions de la C.G.T. : démarche auprès de la Sécurité sociale pour qu'elle accélère le remboursement des prestations ; possibilité pour les travailleurs de payer leurs impôts par des versements échelonnés.

Les 1.200 travailleurs concernés apprécieront et seront, souhaitons-le, capables d'imposer des mesures plus efficaces.

La mort d'un apprenti jockey

Sauver T.S.

4^e initiative :

Vente de collections anciennes de T.S.

Sauver T.S.

5^e initiative :

Ecrire régulièrement à T.S. (même si tout ne passe pas)

Sauver T.S.

6^e initiative :

Multiplier les initiatives par 6

La Direction politique nationale du P.S.U. des 11 et 12 septembre 1971 avait donné au Bureau national mandat de prendre plusieurs initiatives susceptibles de permettre au mouvement révolutionnaire de franchir une nouvelle étape dans son développement. La Direction politique nationale des 20 et 21 novembre 1971 constate que depuis lors l'activité du Bureau national a été orientée en ce sens.

Elle note la présence active du parti sur le front des luttes sociales, notamment par la tenue, passée ou à venir, d'A.O.P. circonstanciées à Evian, dans l'Aude, à Mulhouse et en Lorraine ; par le lancement de comités d'initiative populaire :

— dans les discussions prioritaires avec les organisations révolutionnaires dans le but de rechercher un axe stratégique commun ;

— dans les rencontres avec divers groupes politiques de gauche pour déterminer des actions concrètes à la base contre le capitalisme ;

— dans des manifestations, des meetings et diverses élections partielles.

Elle constate d'autre part que, face aux difficultés financières du parti, un ensemble de mesures d'urgence ont déjà été prises. D'autres décisions doivent être prises. Dans ce cadre, la question de la relance de T.S. sur de nouvelles bases a été ouverte.

La Direction politique nationale demande que l'action du Bureau national soit poursuivie dans le sens exprimé en septembre et en s'insérant dans la ligne stratégique définie ci-dessous.

La volonté de changement s'affirme

Tandis que les contradictions économiques se renforcent, le capitalisme s'avère incapable de répondre aux conséquences sociales de la recherche accélérée du profit. Menacés dans leur emploi et dans leur pouvoir d'achat, obligés de se conformer à l'accélération des cadences et à la productivité des machines, les travailleurs voient gravement empirer leurs conditions de vie à l'extérieur même de l'entreprise : les difficultés de logement, de transport, de loisirs, pèsent sur leur vie quotidienne, la domination bourgeoise introduit la misère dans les rapports sociaux, obligeant les travailleurs à subir l'exploitation capitaliste dans leur formation, leur culture, leur vie familiale. La condition des jeunes, celle des femmes et des travailleurs immigrés exprime le plus visiblement l'impossibilité de vivre dans la dignité et la responsabilité dans la société actuelle.

Cette situation explique que la volonté de changement atteigne aujourd'hui des couches de plus en plus nombreuses : la majorité elle-même, incapable désormais de tenir le langage de la nouvelle société, est contrainte de susciter des formes d'opposition sous son contrôle, de parler réforme, de se remettre en question pour faire face aux prochaines échéances électorales. De ce fait, des éléments



La révolution, qu'est-ce que c'est ?

marginiaux en profitent pour se parer du titre de réformateurs et se porter candidats à l'intégration dans la future majorité. Une fois de plus, à l'occasion d'une opération électorale, la volonté populaire d'un changement radical des conditions de vie et de travail risque d'être étouffée par les partis conservateurs au nom de la réforme. C'est pourquoi les militants socialistes doivent tenir un langage clair : toute orientation réformiste sert finalement les intérêts du régime et lui permet de se sauver. Seule une orientation révolutionnaire permet de répondre directement à l'offensive capitaliste par la mobilisation populaire et l'offensive des travailleurs.

Deux stratégies possibles

Telle est bien l'orientation que le P.S.U. s'est donnée à l'occasion de son dernier congrès.

Il n'y a aujourd'hui que deux stratégies possibles :

— ou bien bâtir une large opposition sur une plateforme revendicative, baptisée éventuellement « programme de gouvernement », et chercher à faire pression sur le pouvoir qu'il concède diverses réformes aujourd'hui ou demain ;

— ou bien mobiliser les travailleurs dans l'entreprise et hors de l'entreprise pour créer les formes de pression et d'organisation capables de préparer la conquête du pouvoir d'État et de le remettre en cause ; cette stratégie permettra d'imposer une transformation complète des rapports de classe et ouvrir la possibilité d'une autre société.

Seule la seconde voie peut transformer la crise du système en une crise révolutionnaire.

S'y refuser, ce serait trahir l'espérance du mouvement ouvrier, ce serait perdre la chance historique qui s'ouvre pour l'instauration du socialisme dans notre société. Le P.S.U. a nettement choisi cette voie, et entend faire tous les efforts possibles pour réaliser l'unité des travailleurs autour de leurs aspirations fondamentales, pour préparer la mobilisation populaire sans laquelle il n'y a pas de véritable unité. Que cette mobilisation résulte de l'impuissance des organisations réformistes à proposer une véritable stratégie de pouvoir, ou qu'elle résulte des espoirs suscités par la possibilité d'une victoire électorale de gauche qu'il faudrait alors déborder, elle ne pourra se maintenir qu'à condition d'en créer dès maintenant et sur tous les terrains les moyens concrets, les cadres permanents, les centres d'initiative sous la responsabilité des travailleurs eux-mêmes. C'est à ce rôle que doivent se consacrer en priorité les organisations révolutionnaires.

Face aux stratégies confuses d'organisations qui se réclament d'un front de gauche, à partir d'une conception électoraliste du combat socialiste, il est nécessaire que le mouvement révolutionnaire tout entier prenne l'initiative.

Une seule stratégie révolutionnaire

Contrairement aux forces politiques de gauche qui se refusent à inscrire dans leur stratégie une rupture décisive avec le capitalisme et ses structures, le P.S.U. a choisi clairement une stratégie révolutionnaire.

Mais dans l'esprit de beaucoup, y compris parmi les travailleurs, le mot révolution ne résonne pas suffisamment comme l'annonce d'une libération. C'est cette résonance d'es-

Sauver T.S. l'initiative centrale Sauver T.S.
1 abonné par militant

pour qu'il faut faire réentendre. A cette fin, il faut créer les conditions d'une élaboration collective d'un programme socialiste de transition, en se refusant à abandonner la construction révolutionnaire à une spontanéité des masses mythologiques, en cernant dès à présent les lignes-forces d'une société socialiste crédible. Cette société de transition n'a rien à voir avec ce que d'autres appellent le socialisme du possible, cherchant par là à cacher, sous des prétextes de contraintes techniques, leur volonté de ne pas rompre définitivement avec les structures d'exploitation. La crédibilité du projet révolutionnaire viendra de ce qu'il sera capable de répondre à la question : « *La révolution qu'est-ce que c'est ?* ». Elle viendra donc à la fois :

1. — De la justesse des problèmes abordés à travers la question centrale de la nature du projet révolutionnaire ;

2. — De la force avec laquelle seront traduits les besoins sociaux insatisfaits dans une société capitaliste à bout de souffle, marquant ainsi l'actualité du socialisme ;

3. — De la participation des travailleurs à l'élaboration même de ce projet, et cela en fonction de l'expérience acquise dans leurs luttes, ce qui manifesterait clairement, par opposition, la nature du programme de gouvernement énoncé par l'état-major du P.C.F.

Deux thèmes de recherche principaux

Cette intervention des travailleurs dans l'élaboration du projet révolutionnaire, au moment où les partis réformistes veulent leur imposer des programmes pré-fabriqués, est une démarche fondamentale. Cette démarche implique l'analyse scientifique globale des contradictions de la société capitaliste, la prise en charge des acquis du mouvement marxiste et l'examen attentif des expériences socialistes étrangères.

L'actualité du socialisme s'exprime aujourd'hui dans tous les lieux où les initiatives individuelles et collectives cherchent à vaincre les limites imposées par les structures capitalistes et à briser les rapports sociaux qu'elles instituent.

Pour ouvrir le débat sur la révolution qui permettra le passage au socialisme, le P.S.U. propose deux thèmes de recherche principaux, d'ailleurs liés entre eux : le travail et le pouvoir. Ces deux thèmes sur lesquels la réflexion militante découle directement des luttes menées contre le patronat et contre l'appareil d'Etat, recouvrent tous les aspects fondamentaux de l'organisation sociale.

Cependant la perception concrète qu'ont les travailleurs, leurs familles, les jeunes, de la situation qu'ils vivent et de l'aliénation qu'ils subissent n'est pas toujours rapportée directement au mode de production capitaliste et aux rapports sociaux qui en découlent. Certaines luttes s'engagent : comités de quartiers, mouvements féminins, luttes culturelles, qui ne débouchent sur un projet socialiste et une perspective révolutionnaire que par leurs conclusions, sans s'inscrire toujours au départ dans une lutte de classe clairement analysée.

Prolonger l'expérience des luttes

C'est pourquoi le P.S.U., au-delà des deux thèmes principaux cités, propose que l'élaboration du projet : « *La révolution, qu'est-*

ce que c'est ? » se fasse en outre sur sept thèmes complémentaires de recherche : la ville, la consommation, la famille et la vie quotidienne ; le savoir, l'expression et l'information, la solidarité, la société internationale. Sur chacun de ces points, il s'agit tout à la fois de prolonger l'expérience des luttes en les insérant dans un projet d'ensemble, et de créer par le débat les conditions politiques d'ouverture de conflits sur les fronts nouveaux.

Il ne peut cependant être question de faire de l'élaboration du projet socialiste de transition une sorte d'activité parallèle du parti qui se trouverait juxtaposée à la poursuite des luttes.

L'objet d'une telle élaboration est au contraire de permettre à la lutte des classes de trouver son débouché politique. Il s'agit en effet d'intégrer l'axe stratégique du contrôle ouvrier et l'objectif du mouvement politique de masse dans le cadre d'une unification politique en termes de programme et non seulement en termes de lutte. Cette élaboration doit se faire avec ceux qui mènent clairement leur combat dans le cadre de la lutte des classes même si la perspective révolutionnaire leur apparaît quelque peu floue, comme c'est souvent le cas des militants rassemblés dans les organisations syndicales ou les organisations de type social ou culturel.

Aborder les questions difficiles

Ce travail collectif ne devra éluder aucune des questions essentielles sur lesquelles bute ou hésite le mouvement ouvrier.

Thèmes principaux :

1. — *Le Travail.*

A la base du capitalisme se trouve l'exploitation du travail d'autrui. Dans les luttes des travailleurs sur leurs lieux de production, c'est l'organisation capitaliste du travail qui est mise en cause. C'est pourquoi définir la révolution, c'est d'abord préciser la stratégie du contrôle ouvrier, c'est envisager la fin de la division sociale du travail et l'élimination progressive des valeurs marchandes, c'est construire l'autogestion socialiste et préciser les relations de l'entreprise autogérée et du plan.

2. — *Le Pouvoir.*

Une grande faiblesse du mouvement ouvrier est d'avoir toujours escamoté ce problème sous le prétexte de l'unité du peuple une fois la bourgeoisie vaincue. Or les questions de l'aménagement concret du pouvoir et des formes de l'autogestion à tous les niveaux et de l'existence de divergences politiques au sein du peuple dans le cadre de la construction du socialisme doivent être posées. Affirmer la possibilité de conflits, prévoir les modalités de leur résolution démocratique sont des conditions nécessaires à l'accréditation de la révolution comme libération des travailleurs, et non comme prélude à une inamovibilité des tenants du pouvoir tempérée par les guerres de fractions, voire par le meurtre. La dictature du prolétariat, la nature du pouvoir d'Etat et de ses appareils dans la société de transition sont à ce niveau des questions cruciales.

Thèmes complémentaires :

1. — *La ville.*

L'abandon de l'espace urbain aux lois sauvages du profit aggrave la situation de dépendance des travailleurs.

L'objectif révolutionnaire doit être d'organiser, à partir de la suppression de l'explo-

itation dans la production, les rapports entre l'homme et le cadre de vie sur des bases qui lui permettent de ne plus subir mais d'agir pour vivre différemment.

2. — *La consommation.*

Les travailleurs ressentent aujourd'hui une grande inquiétude sur leur pouvoir d'achat. Mais l'exploitation qu'ils subissent à travers la consommation ne se limite pas là. La nature des consommations auxquelles ils sont incités traduit directement la pression du capitalisme pour imposer le type de produits ou de services qui correspondent à la recherche du profit maximum. Comment faire se dégager à travers les structures d'autogestion une autre orientation de la consommation ?

3. — *La famille et la vie quotidienne.*

Une organisation sociale se traduit aussi dans la vie de tous les jours. La famille, centre principal de cette quotidienneté, est aujourd'hui remise en cause en tant qu'elle est le lieu de reproduction des rapports économiques et sociaux imposés par la bourgeoisie. Répondre à la question « *La révolution qu'est-ce que c'est ?* » demande que cet aspect majeur de la vie sociale soit l'objet d'une réflexion sérieuse.

4. — *Le savoir.*

La société socialiste doit se caractériser par un certain type de culture collective. Ceci implique le dépassement du système scolaire actuel qui entrave les capacités créatrices des enfants pour répondre aux nécessités capitalistes de la division sociale du travail, et le développement de tous les moyens permettant à chacun d'exprimer librement toutes ces capacités à comprendre et à créer. Au-delà du problème de l'Université, il faut poser celui de la science : l'innovation, la diffusion du savoir doivent être une des caractéristiques fondamentales de la société à construire, l'éducation permanente un de ses piliers.

5. — *L'expression et l'information.*

Une des conditions premières d'une réelle démocratie est la possibilité donnée aux divers groupes de s'exprimer et de communiquer entre eux. Or le stade actuel du capitalisme est précisément caractérisé par une oppression idéologique qui annihile tout mode d'expression populaire libre. C'est pourquoi une tâche urgente du projet révolutionnaire est de préparer les voies d'une information ouverte et de modes de communication sociale qui redonnent aux individus et aux groupes le désir de s'exprimer.

6. — *La solidarité.*

Un des principes de la société de profit est de ne s'intéresser qu'aux besoins solvables. La société socialiste a au contraire pour tâche d'établir une solidarité effective entre tous les groupes sociaux, en particulier avec tous ceux qui, pour diverses raisons, occupent aujourd'hui une position marginale (immigrés, handicapés, personnes âgées). Elle a également pour tâche de donner au problème de la santé une véritable solution.

7. — *La société internationale.*

La société socialiste ne peut se développer dans un seul pays : l'autarcie est impossible, et la pression internationale du capitalisme extrêmement forte. Mais à l'inverse, partout dans le monde, la lutte contre l'impérialisme se développe, la lutte de classes se durcit. Quelles perspectives internationales peuvent se donner ensemble les travailleurs commençant à coordonner leurs luttes, notamment en Europe ?

Lancement d'un mouvement populaire

Par sa nature même, l'élaboration du projet « La révolution qu'est-ce que c'est ? » ne peut être l'affaire du seul P.S.U. Pour recouvrir les aspirations réelles des travailleurs, les camarades du parti doivent s'associer avec tous ceux qui ne se satisfont pas d'un programme fruit de l'imagination de directions nationales omnipotentes.

La nature du projet rejoint les objectifs qui lui sont assignés.

Le principal *objectif* est le lancement d'un mouvement populaire visant à l'élaboration du projet socialiste à travers les luttes de classes et leurs enseignements. Il ne s'agit donc pas d'un projet élaboré « d'en haut » par une direction bureaucratique. Le projet est destiné au contraire à permettre aux travailleurs d'exprimer leurs aspirations en de-

hors du filtre habituel des appareils politiques réformistes.

Les initiatives récentes en matière de programme ont montré les limites de la scène politique traditionnelle, enfermée dans un jeu de propositions et contre-propositions au travers desquelles la tactique prend le pas sur la stratégie et dans lesquelles la transformation de la société devient un objectif second, sinon totalement absent.

Le projet socialiste « La révolution qu'est-ce que c'est ? », doit montrer que tout changement dépend en fait du degré de politisation des luttes des travailleurs. Toute lutte ne contient pas en elle-même les termes de sa politisation : ce sera le rôle des militants révolutionnaires d'en dégager sans cesse les degrés d'évolution et les limites.

L'élargissement conscient du front des luttes et la diversité des forces engagées permet-

tront d'ouvrir de nouveaux terrains de lutte (famille, cadre de vie, information).

L'élaboration progressive du projet révolutionnaire se fera par la centralisation des résultats des actions des militants. C'est une opération dans laquelle le parti se trouve engagé pour une longue période aux côtés des groupes révolutionnaires qui acceptent de s'engager dans la même direction. Les formes que pourra prendre cette élaboration sont diverses mais découlent des mandats déjà donnés au Bureau national : tenue d'A.O.P. circonstancielle, mise en place de comités d'initiative populaire et utilisation de tous moyens capables de mobiliser les moyens d'expression de l'opinion publique.

Le Bureau national assurera le contrôle de la rédaction des brochures de lancement.

• Le titre et les intertitres sont le fait de notre rédaction.

Motions préalables

Le texte adopté par la majorité de la Direction Politique nationale, « la Révolution, qu'est-ce que c'est ? », avait donné lieu à deux motions préalables, votées contradictoirement.

La première, majoritaire, fixait la procédure de discussion de ce document, dans le Parti et hors du Parti.

La seconde, rédigée par les camarades des minorités issues du Congrès de Lille, a été présentée par le camarade Behar.

Motion présentée par Michel Rocard

Conformément au mandat du VII^e Congrès sur l'élaboration d'un programme révolutionnaire, la Direction politique nationale des 20 et 21 novembre 1971 décide de prendre l'initiative d'organiser l'élaboration de ce programme.

La Direction politique nationale considère qu'un programme révolutionnaire ne peut être élaboré au sommet du parti pour être proposé ensuite aux travailleurs.

Dans ces conditions, elle décide de prendre en considération le projet de résolution présenté par le Bureau national qui fixe les modalités d'élaboration d'un programme, qui doit être un programme de transition vers le socialisme.

Elle en débat, et sanctionnera ce débat par un vote.

Ce texte ne définit pas le projet socialiste lui-même. Il fournit les moyens du débat dans le parti et hors du parti.

Les commissions et secteurs du parti seront dès maintenant associés aux travaux. La et les prochaines Directions politiques nationales devront faire le point sur l'évolution du débat.

Motion présentée par Abraham Behar

NOUS constatons qu'au moment où le parti traverse une crise grave de désaffection, faute d'une perspective politique dans les conditions présentes, le Bureau national veut imposer comme seule discussion celle d'un processus d'élaboration d'un programme qui doit mobiliser tout le parti pendant 2 ou 3 ans.

Ce n'est pas la première fois que le P.S.U. s'attelle à la rédaction d'un programme. Avant 1968 les discussions de programme sont toujours intervenues lorsque le parti avait le sentiment de n'être plus capable d'intervenir effectivement dans les luttes de masse et de peser réellement sur le cours des événements. Et pourtant, puisque nous sommes dans une période historique révolutionnaire (cf. analyse du Congrès de Lille) nous avons un besoin d'un véritable programme révolutionnaire.

1. — Qu'est-ce qu'un programme révolutionnaire ?

Pour nous le programme représente à chaque étape l'ensemble des objectifs que les masses mettent en avant et qui permet de préparer les étapes suivantes.

Ce qui veut dire un ensemble d'objectifs à la fois compatibles entre eux et compatibles avec les objectifs que l'on se fixe pour la construction de la société socialiste.

C'est donc de la réalité de la lutte des classes aujourd'hui qu'il faut partir, en proposant un petit nombre de cibles claires, constituant dans le domaine de la production comme de la vie sociale une alternative à l'union de la gauche en posant clairement devant les masses le problème du pouvoir. L'élaboration du programme doit donc situer nos objectifs dans une dynamique conduisant à la transition au communisme, qui ne peut

être que l'exercice de la dictature du prolétariat et qui représente à chaque stade de la lutte l'unité du mouvement politique de masse.

2. — Quelle est la nature du programme ?

Cela démontre l'application
A l'étape actuelle les travailleurs remettent déjà en cause la hiérarchie, la division du travail et même la valeur marchande des produits de consommation qu'on leur impose. C'est pourquoi on ne peut se contenter d'un programme de transition avec des séquences stéréotypées sans lien entre elles. Dans une société capitaliste adulte où le problème de la transformation socialiste est immédiate et où la nature compacte de l'organisation sociale ne permet pas d'hésiter longtemps sur les choix fondamentaux, il y a télescopage des objectifs stratégiques et de construction du communisme.

3. — Sommes-nous démunis ?

Ce n'est pas notre avis ; avec le Programme d'action le Conseil national sur les questions internationales, les différentes conférences nationales entreprises, nous avons une bonne base de départ. Les A.O.P. circonstancielles et les C.I.P. peuvent être, au cours même des luttes, à la fois un lieu d'élaboration et de vérification d'un tel programme.

4. — Qui élabore le programme ?

— Ni des experts, même rouges, assénant ensuite aux travailleurs leurs vérités (voir fabrication du programme par le P.C.F., le P.S., la Ligue communiste) ;

— Ni par n'importe qui « le soir à la veillée » avec l'espoir que spontanément les masses vont codifier leurs propres besoins ;

— Il doit résulter de la critique des expériences historiques faites dans d'autres pays ;

— Il est d'abord esquissé par des cadres ouvriers et paysans issus des luttes avec l'aide des intellectuels révolutionnaires, puis discuté par le parti tout entier et confronté avec les luttes de masses pour vérifier chapitre par chapitre sa validité.

5. — Un programme pour quoi faire ?

D'abord répondre concrètement aux questions que les travailleurs posent depuis mai 68 : Où voulez-vous en venir, comment y arriver ?

Mais aussi pour unifier le mouvement révolutionnaire organisé et potentiel, en proposant sans cesse la stratégie nécessaire pour qu'il puisse, en s'enracinant dans le prolétariat, devenir enfin efficace et remplir son rôle.

6. — Ce que le Bureau national nous propose.

En proposant la rédaction d'un programme, en faisant l'économie de l'analyse, en mettant côte à côte des thèmes généraux (travail, famille, communication...), le Bureau national espère que par une sorte d'opération magique, il va rallier au parti les masses. Cette démarche est anti-marxiste, idéaliste et futuriste et nous ramène au temps des colloques de Grenoble. Cette fuite en avant n'a rien à voir avec le mouvement ouvrier.

Nous ne saurions cautionner une telle falsification du mandat du Congrès de Lille, et nous refusons de participer à un tel débat tronqué, où les résultats sont en plus diffusés à l'avance (en particulier aux journalistes de la presse bourgeoise).

NOUS PROPOSONS :

1. — Le report du débat à la prochaine Direction politique nationale ;

2. — De faire de la 3^e Conférence nationale Entreprise, à partir des problèmes qui se posent aux militants sur l'Emploi, l'Orga-

nisation du travail, les Nationalisations, la première instance d'édification du programme révolutionnaire ;

3. — Faire du Conseil national sur les questions internationales la deuxième étape ;

4. — De publier dans T.S. ces décisions en appelant tout le parti à réfléchir dès maintenant aux méthodes et aux objectifs du programme.

Elargissement du Bureau National

Cinq nouveaux camarades ont été élus au Bureau National :

Guy Degorce, responsable de l'administration générale du Parti.

Gérard Feran, responsable enseignement, directeur adjoint de « Tribune Socialiste ».

Pierre Gancel, responsable du secteur répression.

Jean Le Garrec, trésorier adjoint.

Alain Ranou, responsable adjoint aux entreprises.

Par ailleurs, Jean-Marie Vincent a été confirmé dans ses fonctions de directeur de Critique socialiste, Philippe Brache devenant secrétaire de rédaction.

T.S. Femmes

La Direction politique nationale, confirme le mandat qu'elle a déjà livré, décide

1. — D'appeler les fédérations qui ont commandé le T.S. Femmes à le payer dans les 8 jours ;

2. — D'appeler les fédérations qui ne l'ont pas fait, à commander dans les 8 jours ce T.S. Femmes ;

3. — Dans ces conditions la Direction politique nationale s'engage à sortir ce T.S. Femmes dans les 15 jours suivant sa séance.

La Commission nationale Femmes est mandatée pour relancer dans ce sens les fédérations.

« P.S.U. DOCUMENTATION »

Vient de paraître

N° 24-25 - La police dans la lutte de classes 2 F
N° 26 - Rosa Luxemburg, « Grève de masse, partis et syndicats » 1 F

Numéros disponibles :

N° 8-9 - Histoire du P.S.U.
N° 13 - Les petits commerçants et la crise du commerce.
N° 18-19 - La hiérarchie des salaires.
N° 20-21 - Le capitalisme contemporain.
N° 22-23 - Sur le mouvement politique de masse.

Le numéro simple 1 F
Le numéro double 2 F

Abonnement : les 20 numéros 15 F

à « TRIBUNE SOCIALISTE »

9, rue Borromée - PARIS XV^e

Paiement à la commande

Par chèque bancaire ou postal C.C.P. T.S. 58.26.65 Paris.

Pour la démocratie interne dans le parti

Pour une théorie et une pratique
révolutionnaires

Critique socialiste

Revue théorique du P.S.U.
bimestrielle

- Le n° 5 vient de paraître (100 p.)
Sommaire :
- Sur les thèses du Manifesto (Jacques KERGOAT)
- La stratégie des forces ouvrières traditionnelles à la lumière des événements de Reggio Calabria (Jean ROIG)
- Pour un débat sur la stratégie internationale (Manuel BRIDIER)
- Sur le capitalisme américain (Pierre MERCIER)
- Culture et mouvement féminin (Sharon COURTOUX)
- Réflexions sur le problème de la femme (Thérèse CARETTE)
- A paraître dans les n° suivants
- Lénine sur la question nationale et sur les Etats-Unis socialistes d'Europe (Pierre NAVILLE)
- Sur les bases objectives du révisionnisme en France (Emmanuel TERRAY)
- Sur le Traité d'Economie Marxiste et le programme du P.C.F.
— Nationalisations, entreprise, Etat (Philippe BRACHET)
— L'économie politique de la classe ouvrière (J.-M. VINCENT)
— Politique économique et planification (M. BRETON)
— Sur les qualifications et l'exploitation du travail (Pierre ROLLE).

Le n° 5 F. Abont : 1 an = 6 n° = 24 F

- Indiquez le numéro de départ de votre abonnement
- Achats par 10 exemplaires : 45 F
par 20 exemplaires : 80 F

Editions Syros
9, rue Borromée, 75-PARIS 15^e
C.C.P. n° 19.706.28 PARIS

LE mouvement révolutionnaire en France est à la croisée des chemins : ou bien il s'enlisera dans ses contradictions, ou bien, réussissant à les dépasser, il s'inscrira d'une façon déterminante dans le rapport de forces ouvrant enfin dans notre société la possibilité d'une révolution socialiste. L'enjeu est considérable : pour le tenir, le rôle du P.S.U. est déterminant. Il ne s'agit pas là d'une proclamation d'auto-satisfaction, mais d'une constatation fondée, vu l'insertion des militants du P.S.U. sur l'ensemble du champ des luttes sociales et sur la nature même d'une organisation qui particulièrement depuis mai 68 s'est inscrite en tant que telle dans le courant révolutionnaire en France et dans le monde.

C'est pourquoi le débat interne du P.S.U. ne concerne pas que lui-même. A travers ce débat peuvent se concrétiser, ou au contraire disparaître les possibilités d'élaborer une stratégie révolutionnaire qui corresponde aux réalités de notre société. Il est bon à cette occasion que plusieurs courants s'expriment à l'intérieur du parti, même si les commentateurs de presse y voient à chaque fois des risques d'éclatement acceptant sans doute de se contredire tantôt dénonçant le monolithisme du P.C.F. ou de l'U.D.R., tantôt en félicitant le trotskysme pour son sens de l'organisation ou la social-démocratie pour son respect des notables. Il est souhaitable que le droit de critique et de proposition puisse s'exercer librement dans le P.S.U. : bien plus il convient qu'il y soit garanti par des moyens pratiques d'échange et d'expression.

Encore faut-il bien entendu que les militants, à quelque courant qu'ils appartiennent, se reconnaissent d'abord comme militants du P.S.U. Sinon le P.S.U. ne serait plus que l'auberge espagnole du mouvement révolutionnaire, incapable qu'il serait d'assurer des convergences, de prendre des initiatives, de jouer son rôle d'organisation révolutionnaire. La liaison aux masses disparaîtrait au profit d'un esprit d'avant-garde incapable de trouver un corps, une réalité. La démocratie interne au P.S.U. repose sur la souplesse des règles de la vie commune et du débat collectif, mais elle implique l'obligation de se conformer aux quelques règles essentielles sans lesquelles il ne saurait y avoir d'organisation révolutionnaire :

1. — Les orientations majoritaires du congrès constituent la loi du parti durant la période qui sépare deux congrès. Les militants en désaccord avec l'orientation majoritaire ne sont pas appelés à changer d'opinion, mais à se conformer aux exigences de l'action commune. Leur opinion doit pouvoir s'exprimer librement à l'intérieur du parti, elle ne saurait fonder des formes d'expression ou d'organisation extérieures pas plus que la pratique de fractions organisées qui se soustrairaient à la discipline collective.

2. — Le P.S.U. est une organisation politique nationale. Il ne saurait admettre que sous une forme ou une autre ses militants soient membres d'une autre organisation politique nationale définie sur la base d'une stratégie d'ensemble. C'est en ce sens que l'article 3 des statuts précise que l'adhérent au P.S.U. « ne peut appartenir à aucun autre parti politique français ».

3. — Le P.S.U. ne peut accepter l'organisation de fractions à la fois internes et externes au parti qui s'efforceraient de puiser en lui les énergies nécessaires à la construction ou au renforcement d'autres organisations politiques. Ce serait une déviation scandaleuse de l'idée d'unité ouvrière d'envisager qu'elle puisse s'accommoder de pratiques scissionnistes de formes quelconques de débauchage.

4. — Pour le débat interne, les textes collectifs sont des instruments. Il convient certes qu'ils soient rédigés de façon compréhensible en liaison avec la pratique militante, mais finalement ce sont les militants eux-mêmes qui seront les meilleurs juges. Encore faut-il qu'ils leur soient soumis quand il s'agit de textes d'orientation générale signés par des militants du P.S.U. en tant que tels. Toute publication extérieure de textes qui n'auraient pas été d'abord publiés dans la presse du parti est un acte grave qui porte préjudice au parti tout entier, en faisant de « l'opinion » l'arbitre de débats purement internes. Il s'agit là d'une pression inadmissible qui dévalorise ses auteurs et renforce le caractère tactique de leur initiative, même s'ils prétendent n'avoir voulu qu'ouvrir le débat.

5. — Le débat interne implique des moyens matériels. Les difficultés financières que connaît le parti ne facilitent pas la solution. Néanmoins des garanties précises doivent être données à tous :

— *Tribune socialiste* publiera les informations générales sur le parti, utiles à la fois à l'extérieur et à l'intérieur du P.S.U. ;

— Le Bulletin d'information encarté dans *T.S.* pour les seuls militants leur fournira les éléments du débat collectif (exemple : texte minoritaire, texte des secteurs) ;

— *P.S.U. information* servira de lien pratique, d'abord pour l'action militante, ensuite pour le débat entre les militants : des tribunes libres peuvent y trouver place dans des conditions compatibles avec un fonctionnement normal d'une publication qui devrait être bimensuelle.

La préparation des conseils nationaux et des congrès demande des moyens particuliers ou plus importants.

Mais il est essentiel que le débat n'attende pas l'occasion d'un avant ou d'un après-congrès pour se nouer.

C'est une tâche qui concerne toutes les instances des partis.



La Direction Politique Nationale

La Direction politique nationale réunie les 20-21 novembre 1971, après avoir adopté une résolution générale sur la démocratie interne dans le parti, constate

— que le texte du « Manifeste pour le socialisme aujourd'hui » signé notamment par un certain nombre de militants du parti, a été porté à la connaissance de la presse avant d'avoir été soumis à la discussion interne du parti ;

— que les responsables de cette initiative portent une lourde responsabilité dans la confusion créée par ce texte tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du parti ;

— que la présentation par la presse a donné à penser qu'il s'agissait d'une initiative qui visait à détacher du P.S.U. un certain nombre de militants pour les faire admettre, soit dans le Parti socialiste, soit dans l'union électorale que cette organisation pourrait conclure avec le P.C.F. ;

— que certains aspects de ce texte peuvent apparaître en contradiction avec les décisions prises au Congrès de Lille, en particulier avec les termes de la motion d'orientation majoritaire rappelés par le Bureau national dans son communiqué du 8 novembre.

La Direction politique nationale souligne qu'en raison de l'importance des problèmes abordés par ce manifeste en une conjoncture particulièrement déterminante pour l'avenir du mouvement socialiste et révolutionnaire, il est particulièrement grave de solliciter des arbitrages externes (presse et autres organisations) alors même que les militants du parti, dans leurs quartiers, dans leurs entreprises ou sur leur terre, mènent de dures batailles dont ils entendent bien tirer eux-mêmes la signification stratégique et programmatique.

La Direction politique nationale prend acte de la déclaration de Gilles Martinet qui affirme qu'il n'entend créer ni une tendance, ni un mouvement. Elle prend acte de la lettre de Pierre Vidal-Naquet publiée dans *Le Monde*, avec laquelle François Borella et Jacques Desmoulin ont manifesté par écrit leur total accord. Elle demande à tous les autres signataires qui appartiennent au P.S.U. de préciser par écrit dans les meilleurs délais, soit avant le 10 décembre :

1. — S'ils se déclarent d'accord avec les termes de la lettre de Pierre Vidal-Naquet citée ci-dessus, qui précise : « Je n'ai signé et ne signerai aucun texte qui puisse être interprété comme un geste en direction du parti socialiste... Si l'interprétation de ce texte (donnée par *Le Monde*) devait être la bonne, je retirerais purement et simplement

mon adhésion donnée à un texte, non à une opération tactique quelconque. »

2. — S'ils acceptent la discipline qu'implique l'adhésion au parti, dans les conditions exprimées par la résolution générale sur la démocratie interne dans le parti.

Faute d'une telle lettre, à l'issue du délai indiqué (soit le 10 décembre) les signataires seront traduits par le Bureau national devant la Commission nationale des Conflits, conformément à l'article 29 des statuts.

En raison des responsabilités particulières prises dans cette initiative par le camarade Martinet, celui-ci est dès maintenant rappelé à l'ordre par la Direction politique nationale, en application de l'article 37 alinéa I des statuts du parti.

La Direction politique nationale réunie les 20 et 21 novembre 1971, après avoir adopté une résolution générale sur la démocratie interne dans le parti, constate

— que la résolution votée par l'Assemblée de la Gauche révolutionnaire en date des 25 et 26 septembre 1971, appelle à une organisation autonome des militants de la G.R. à l'intérieur du parti, notamment dans le secteur entreprises ;

— qu'elle affirme l'intention de ce groupe de se transformer en organisation politique autonome, avec des interventions spécifiques sur le plan local, régional et national ;

— que diverses manifestations (affiches, défilés) ont prouvé l'intention de ces militants de se conformer à leur décision de septembre.

La Direction politique nationale constate qu'après avoir accepté une certaine discipline dans le cadre du parti avant le Congrès de Lille, les militants de la G.R. entendent désormais se définir de façon autonome, regrette que des militants contribuent ainsi à diviser et à affaiblir le mouvement révolutionnaire dont ils souhaitent le développement, fait appel à tous les militants du parti, étudiants et travailleurs, pour qu'ils comprennent les exigences du combat révolutionnaire, évitent les polémiques stériles et se refusent à toute pratique de censure, de répression ou d'un quelconque terrorisme verbal.

Réaffirmant la nécessité de la libre expression des courants d'opinion, en même temps que celle de la discipline dans l'action, la Direction politique nationale déclare :

— qu'il y a incompatibilité entre l'adhésion au P.S.U. et l'appartenance à la G.R. à partir du moment où celle-ci entend former une organisation politiquement autonome ;

— qu'il règne la plus grande incertitude

sur la position réelle de nombreux militants qui se sont, à diverses reprises, manifestés comme « membres de la G.R. » ;

— qu'en conséquence, il convient que dans les meilleurs délais (soit au plus tard le 10 décembre) :

1. — L'instance où les militants qui ont voté la résolution générale des 25 et 26 septembre reviennent sur trois points essentiels qui les mettent en totale infraction avec le parti :

a) « Les militants révolutionnaires du P.S.U. doivent apprendre à être autonomes politiquement, à compter sur leurs propres forces et à appliquer dans les différents secteurs où ils interviennent la politique du fait accompli par rapport à la droite du parti. Dans ces conditions, il est évident qu'il n'est pas question de respecter au P.S.U. un quelconque « centralisme démocratique. »

b) « D'entreprendre la transformation (de la G.R.) de pôle de débat, en organisation politique. »

c) « Pousser à la constitution de groupes d'entreprises autonomes par rapport à l'appareil droitier du parti (section, fédération, national suivant le cas) réunissant les camarades intérieurs et extérieurs à la droite et désirant travailler suivant l'axe autonomie de lutte — autonomie prolétarienne dans la pratique (ils peuvent donc provenir de différentes tendances aux groupes). Ces groupes doivent être créés, même si la droite au pouvoir s'y oppose. »

2. — Les militants concernés puissent, s'ils le désirent, manifester par écrit auprès du Bureau national leur désir de se conformer à la résolution sur la démocratie interne votée par la présente Direction politique nationale.

Faute d'une décision explicite d'une nouvelle Assemblée générale de la G.R., il sera entendu, passé le délai de trois semaines, que l'appellation GAUCHE REVOLUTIONNAIRE couvre le nom d'une organisation politique nationale autonome avec laquelle la double appartenance est impossible pour un militant du P.S.U.

Faute d'une décision collective ou d'une lettre individuelle, les camarades qui entendent se conformer à la résolution votée les 25 et 26 septembre seront traduits par le Bureau national devant la Commission nationale des Conflits conformément à l'article 3 et à l'article 29 des statuts.

Étant donné le caractère anonyme de l'Assemblée générale comme du bulletin de la G.R., le Bureau national est chargé de transmettre cette résolution pour exécution à tous les camarades qui ont déjà fait connaître leur présence à cette A.G. ou leur appartenance à la G.R.

Sous presse

LE MOUVEMENT TROTSKYSTE EN FRANCE

Des origines aux enseignements de Mai 68

Notre camarade Yvan Craipeau, qui a lui-même joué un rôle très important dans le trotskysme français des origines jusqu'en 1947, fait dans cet ouvrage le bilan des tentatives opérées par ce courant pour construire le parti révolutionnaire nécessaire à notre époque. Il en montre l'intérêt et aussi les limites.

Jusqu'au 15 décembre, ce livre peut être commandé en souscription aux
EDITIONS SYROS - 9, rue Borromée, Paris 15^e - C.C.P. 19 706 28.

Prix de vente public 18 F ● En souscription, à l'unité 15 F ● En souscription par 10 exemplaires 12 F

Aux
Éditions
SYROS

Résumé du rapport présenté par Gérard Féran

LE Bureau national du P.S.U. a décidé de proposer au parti de mettre en place les cadres d'élaboration du programme révolutionnaire. Une initiative de cette importance ne peut être prise à la légère. Il nous faut donc revenir brièvement sur les raisons politiques qui conduisent le Bureau national à proposer cette élaboration. Ces raisons sont de trois ordres : elles concernent l'analyse que nous faisons du capitalisme, le type de stratégie que nous comptons mettre en œuvre par rapport aux forces réformistes et la nécessité de ce que nous avons appelé une « pédagogie politique de masse ».

Signification d'un projet socialiste au stade actuel du capitalisme européen

L'opportunité d'un programme révolutionnaire est liée à une situation historique où il ne suffit pas d'aggraver, par la lutte de classes, l'une ou l'autre des contradictions du système capitaliste, mais où il est nécessaire de mettre en avant un projet d'alternative globale à l'ensemble du système même. Or nous sommes entrés, pensons-nous, dans une période historique qui se caractérise, même si nous ne pouvons a priori en évaluer la durée, par l'apparition d'une impasse générale et non seulement sectorielle du mode de production capitaliste. Certes, le capitalisme, malgré une crise économique très grave qui peut éclater assez rapidement (contradictions inter-impérialistes U.S.A.-Europe-Japon), est encore capable au niveau de son infrastructure de surmonter ses crises et de poursuivre une croissance relative des forces productives. Mais, et nous rejoignons ici l'analyse de nos camarades italiens du Manifesto. « Un système de rapports de production est historiquement épuisé, non pas seulement quand il n'est plus capable de garantir un développement productif, mais déjà quand il représente un obstacle à la pleine utilisation des potentiels existants. » (Pour le Communisme, Thèse 62.)

Il ne suffit cependant pas qu'un mode de production soit historiquement dépassé pour qu'il s'écroule. Encore faut-il que son irrationalité même suscite une lutte de classes capable de le renverser. Cette lutte telle qu'elle a été menée au cours de ces dernières années par l'extrême-gauche européenne ne s'est jamais exprimée sous la forme d'une stratégie globale. Nous entendons par ce terme une stratégie qui ne se contente pas de juxtaposer des luttes, économiques, politiques et idéologiques *mais qui soit capable de les articuler politiquement.*

La nécessité d'une telle stratégie vient de la cohérence relative qui permet au capitalisme de garder une capacité de résistance non négligeable. On le voit notamment dans ce fait apparemment paradoxal que la plupart des luttes sociales dont l'objet est précisément d'accentuer les contradictions du système à tous les niveaux révèlent en définitive une cohérence interne qui lui permet par exemple de récupérer sur le plan idéologique ou politique ce qu'il a dû céder face à une lutte de classes dans la production.

Articuler ces luttes de façon à opposer au capitalisme une réponse politique globale, en ne se contentant pas d'aggraver l'une ou l'autre de ses contradictions, tel est à la fois l'objet et l'enjeu d'un programme révolutionnaire.

Stratégie et programme

Si l'extrême-gauche française n'a pas su capitaliser l'énorme potentiel politique et militant qu'elle avait acquis en Mai 68 c'est précisément parce que l'ensemble de ses initiatives stratégiques, de ses formes d'organisation, de ses idées sont restées non coordonnées. Alors que certains groupes spontanés choisissaient d'accentuer les contradictions idéologiques du système, d'autres comme la Ligue Communiste se bornaient à vouloir aggraver ses contradictions politiques en concentrant tous leurs efforts sur la seule création d'un parti révolutionnaire.

Le P.S.U. lui-même s'est donné des formes d'organisation adaptées au stade actuel de la lutte de classes (les A.O.P.), un axe stratégique, le contrôle ouvrier, un objectif, le mouvement politique de masse, sans que soient clairement articulés l'ensemble de ces propositions. L'objet d'une élaboration du programme est précisément non pas de créer une démarche parallèle aux luttes qui ne pourrait alors que le transformer en « gadget » mais au contraire de permettre progressivement à la lutte de classes de trouver son débouché politique. Il est faux en effet de croire que le combat contre l'organisation capitaliste du travail définit en même temps les bases d'une autre organisation sociale des rapports de production. Pour le faire, il est nécessaire que dans tous les secteurs où sont menées des luttes (l'entreprise, la ville, l'agriculture, le système d'éducation), les militants qui les animent puissent avoir à leur disposition des propositions, des documents théoriques, bref, des outils qui leur permettent de dégager peu à peu les grandes directions de la société à construire.

La rupture qu'institue un parti révolutionnaire en termes de programme ne se borne

pas à présenter un ensemble de mesures différentes de celles qui conduisent le réformisme à aménager le système. Ce qui caractérise en effet d'abord les stratégies réformistes, c'est qu'elles entérinent les institutions politiques de la bourgeoisie. Tout programme révolutionnaire, qui dans son mode d'élaboration ne tenterait pas de remettre en cause la séparation vie sociale-vie politique suppose une conception du parti qui conduit en définitive à faire la révolution par procuration, avant de se transformer éventuellement en parti dominant des travailleurs eux-mêmes.

Pour une pédagogie politique de masse

C'est pourquoi nous refusons également ce type de conception qui semble être celle d'une partie de l'extrême-gauche actuelle.

L'objet d'une dynamique d'élaboration du projet révolutionnaire est de permettre aux travailleurs d'envisager directement l'objectif politique de leurs luttes. Le P.S.U. s'il veut jouer le rôle d'intellectuel collectif, en étant un lieu de propositions, d'interrogations et de synthèses, pour permettre une jonction et un débouché politique des luttes, ne peut faire l'impasse sur le fait que l'idéologie dominante concerne au premier chef les travailleurs eux-mêmes.

La grande majorité d'entre eux subissent en effet directement le modèle de vie imposé par la bourgeoisie. Dans leur langage même, seule la fraction minime du mouvement ouvrier organisée syndicalement ou politiquement a la possibilité d'avoir une vision globale des rapports de production et de l'enjeu des luttes de classes.

Créer un mouvement populaire d'élaboration du programme suppose donc de partir de la sensibilité actuelle de la plupart des travailleurs, de s'exprimer dans les termes mêmes qu'ils emploient pour favoriser une analyse globale de la situation du capitalisme et de leur propre place dans les rapports de production. C'est donc volontairement que les thèmes choisis pour proposer la réflexion sur le projet socialiste recourent en partie les divisions mêmes produites par le mode de production capitaliste et le système politique bourgeois (travail-pouvoir-savoir-solidarité, etc.).

L'objet d'une pédagogie politique de masse est précisément de mettre en place au service des travailleurs des moyens politiques, organisationnels et théoriques qui favorisent une prise de conscience anticapitaliste d'ensemble et l'élaboration d'une alternative politique.

Lutte des minorités ethniques

CETTE rencontre aura un caractère de confrontation et de débats entre les militants, P.S.U. ou non, engagés dans ces luttes.

Elle comprendra deux axes :
analyse de l'état des luttes ;
approche théorique de la question.

Le but est de confronter expériences et analyses pour faire avancer l'unification des luttes, mais pas de sortir des théories, des positions officielles du P.S.U. sur la question.

DATE : 29 et 30 janvier 1972.

LIEU : Pour diverses raisons Nantes est remis en cause. Il est préférable de faire la rencontre dans un lieu où les luttes qui sont menées à l'heure actuelle sont les plus proches de nos perspectives. Des contacts sont pris par ordre d'importance avec les sections de Millou, Narbonne ou Béziers, et Bayonne.

QUESTIONS PREPARATOIRES : Deux textes en

forme de questionnaire seront diffusés par DIRECTIVES sur les deux chapitres suivants :

— Analyse de la situation coloniale, de la prise de conscience populaire et des luttes ;
— Approche théorique de la question.

Un court encart dans T.S. donnera, pour les militants isolés, les coordonnées des responsables par région.

REUNIONS PREPARATOIRES :

Deux phases : Réunion entre les militants P.S.U. par régions : Bretagne, Pays Basque, Catalogne, Corse, Alsace, Occitanie, Est, Centre, Ouest, et éventuellement Nord. D'autres régions sans minorités nationales sont invitées à préparer la rencontre à leur initiative (en faire part à la commission).

Cette réunion doit choisir les thèmes propres à la région, dresser la liste des militants et organisations extérieures à inviter et les soumettre à la commission nationale.

Assemblée préparatoire des militants en lutte, P.S.U. et extérieurs au P.S.U.

La Commission nationale a la responsabilité :

— des invitations, en liaison avec le Bureau National et la Commission Internationale du Parti ;
— de l'ordre du jour.

RENCONTRE NATIONALE :

La Commission nationale propose les camarades suivants pour organiser les réunions préparatoires :

— Basques : Chatard et Etchemendy.
— Bretagne : Bolo et Caro.
— Catalogne : Balent et Autheman.
— Corse : Govi.
— Alsace : à désigner par les deux fédé.
— Occitanie :
Centre : Maubuisson.
Ouest : Beneteau et Ropars.
Est : à désigner.

Les participants à la rencontre seront pour les 2/3 du P.S.U. et 1/3 extérieurs environ.

Les textes issus de cette rencontre seront inclus dans les textes préparatoires du Conseil national d'avril sur les problèmes internationaux.

politique intérieure

SECOURS ROUGE

C'est essentiellement le bilan des expériences de luttes menées depuis un an et demi que les représentants des 96 comités de Secours rouge, réunis le dernier week-end ont tracé, définissant par là-même l'orientation politique de leur mouvement.

C'est le procès de Burgos qui donne l'occasion au Secours rouge de montrer spectaculairement sa présence et son rayonnement. Il s'agissait d'arracher aux bourreaux de Burgos, non pas des anti-franquistes en tant que tels, mais les militants qui symbolisaient la révolte d'un peuple, le peuple basque contre l'oppression.

Dans le même temps, apparaissait spectaculairement une autre contestation en France même, dans le Nord, contre l'Etat-patron. A Lens, avait lieu le procès populaire des Houillères qui est devenu pour les militants du Secours rouge une action exemplaire. Il démontrait la responsabilité criminelle de l'Etat-patron qui sacrifiait allégrement la vie des mineurs à la rentabilité, c'est-à-dire au profit de la classe au pouvoir. Mais surtout cette forme originale de dénonciation du capitalisme enracinait l'idée d'une justice populaire rendue publiquement par les travailleurs au sein même du bassin minier, dont l'instruction reposait sur des preuves tangibles, convaincantes pour tous, et qui, en plein régime capitaliste, faisait briller et rendait crédible l'idée d'une vraie justice, enracinée dans les masses et émanée d'elles-mêmes, c'est-à-dire d'un monde libéré et faisait éclater le caractère à la fois de classe et dérisoire de l'appareil juridique officiel.

Au printemps 1971, la campagne pour soutenir la grève de la faim des emprisonnés politiques lancée pour arracher le statut politique en même temps que pour dénoncer le régime des prisons vient donner au mouvement un point d'appui dont les conséquences devaient être d'une importance qui dépassait le Secours rouge car elle mordait sur les institutions même de l'Etat bourgeois, en mettant à nu les contradictions de l'appareil répressif et judiciaire poussé jusqu'à une certaine sorte de crise. La campagne s'articule sur deux objectifs, l'un qui pouvait être atteint dans l'immediat, c'est-à-dire que des politiques soient reconnus comme politiques, l'autre, à plus long terme, c'est-à-dire l'amélioration des conditions de détention en dénonçant, preuves à l'appui devant l'opinion publique, l'enfer des prisons. La manifestation du 8 février, décidée pour faire plier le pouvoir, a été le point de départ et le catalyseur de tout un mouvement qui a secoué le pouvoir et l'a ébranlé dans l'organe même instrument de sa répression — la police — et l'éternelle qui a fait entrer dans la lutte la jeunesse lycéenne.

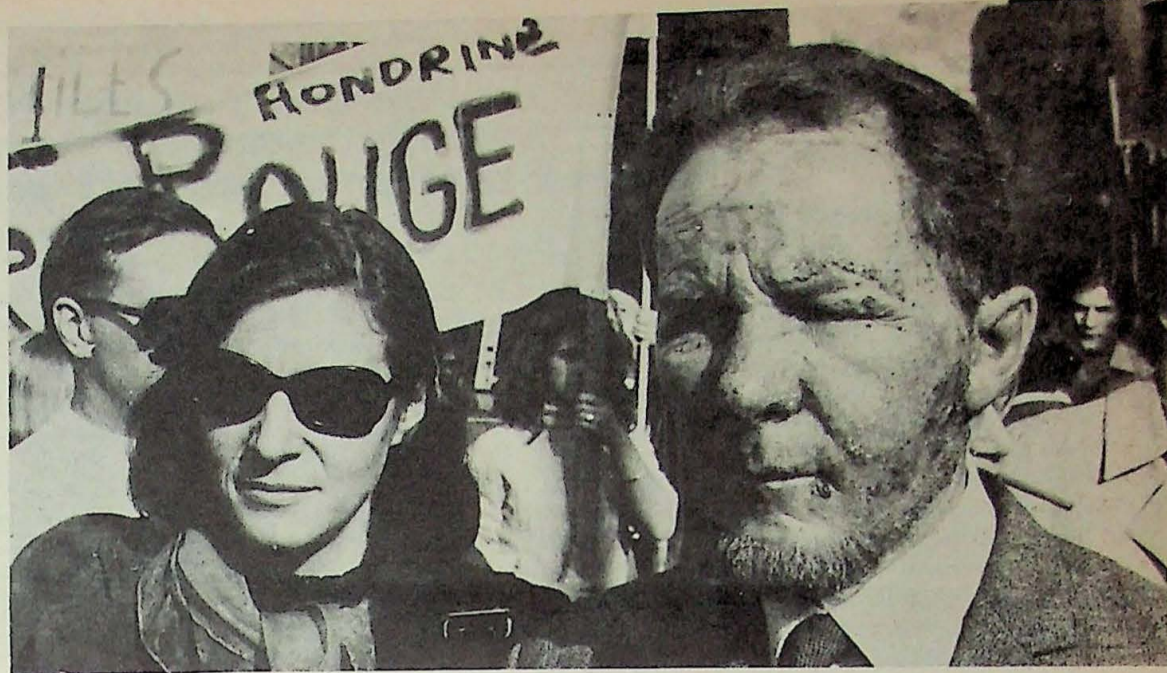
C'est à la lumière de la riche expérience de plus d'une année de pratique que les assises nationales du Secours rouge se sont interrogées sur la valeur des actions récentes et massives des comités de base.

A Hautmont, petite ville ouvrière, un mouvement populaire se dresse contre la répression de 3 maîtres auxiliaires. A partir d'une grève de la faim et à l'initiative du Secours rouge, toute la population pose sur la place publique le problème de l'école, de l'usine, etc. La ville est quadrillée par les forces répressives, mais ce quadrillage ne fait que provoquer l'élargissement du mouvement populaire qui se cristallise dans un meeting de 1.000 personnes.

A Lyon, à l'usine Brandt, face à la montée des luttes sur les conditions de vie scandaleuses à l'entreprise, le chef du personnel livre à la police, dans son bureau, trois travailleurs réunionnais et dénonce un quatrième travailleur. Le Secours rouge popularise dans les quartiers avoisinants l'usine ce cas de répression, ce qui provoque sur les marchés des forum où sont mises en accusation les conditions de travail à Brandt. A l'usine même, les ouvriers prennent activement la défense de leurs camarades et du militant politique arrêté avec eux, identifiant cette défense avec leur lutte contre les conditions de travail. Au procès, les travailleurs réunionnais sont libérés.

A Many, Lorette Fonseca, immigrée portugaise qui participait activement à la défense des travailleurs portugais du bidonville est menacée d'expulsion. Ce sont les travailleurs portugais, qui, avec l'aide de militants français, organisent eux-mêmes pour la première fois des manifestations massives. Lorette Fonseca travaille encore sur le bidonville !

A la Goutte d'Or, dans le 18^e, Djellali Ben Ali est assassiné par un concierge manipulé par une bande raciste. Le Secours rouge démontre le caractère raciste et prémédité du crime par une enquête immédiate. Il dénonce ce crime, prend l'initiative d'une mobilisation anti-raciste qui est organisée par les travailleurs immigrés eux-mêmes.



Eaubonne

Nouvelles leçons à tirer

On sait l'attentat dont le P.S.U. a été l'objet dans le Val-d'Oise, à *Eaubonne*, le 22-10-71 (cf « T.S. » n° 513).

Des 5 blessés les plus gravement atteints par l'odieux coup de main d'un commando fasciste, deux restent encore hospitalisés : une camarade à *Eaubonne* et un autre isolé en chambre stérile à l'hôpital *Saint-Antoine*. Ce dernier, sur la vie de qui les médecins refusèrent de se prononcer pendant deux longues semaines, est désormais hors de danger. Des greffes ont été opérées sur ces deux camarades et on espère que dans quelques mois leurs brûlures ne seront plus qu'un mauvais souvenir.

Il reste à tirer de cet attentat un certain nombre de leçons politiques, internes et externes au Parti.

Tout d'abord, il est indiscutable que la solidarité interne au Parti au niveau de la région parisienne a peu joué. Dans toute la région, seule la fédération des Yvelines s'est montrée immédiatement soucieuse d'aider concrètement la fédération du Val-d'Oise.

Par ailleurs, la solidarité à laquelle la fédération du Val-d'Oise du P.C.F. s'est trouvée acculée a été rapidement remise en question. Le P.S.U. avait organisé le 24 octobre une manifestation de protestation et de riposte à laquelle il avait convié l'ensemble des organisations qui se sentaient concernées par cet attentat. Nous n'avions invité personne en particulier et, surtout, nous n'avions prononcé aucune exclusive. Les sections d'*Eaubonne* et d'*Ermont* du P.C.F., qui étaient présentes, se trouvèrent de ce fait amenées à prendre la parole au meeting de clôture avec la Ligue Communiste,

Lutte Ouvrière, l'A.J.S., le Secours Rouge, etc. Ce qui ne choqua à aucun moment le P.S., la Fédération des Œuvres Laïques, les Associations Familiales Laïques, Vie Nouvelle ou la Ligue des Droits de l'Homme fut très mal pris par le P.C.F., qui s'estima sans doute « piégé » et nous reprocha d'avoir « invité des gauchistes ». Sans chercher à nous justifier de ce qui ne nous aurait pas semblé être une faute, nous affirmons que les allégations du P.C.F. sont fausses, et ne sont destinées qu'à démasquer sa volonté d'exclusive envers les groupes d'extrême-gauche.

Le P.C.F. se refuse donc à travailler avec nous à une riposte antifasciste coordonnée. Pendant ce temps, les plus combattives des organisations (P.S.U. - Ligue - L.O. - S.R. - S.A.C.L.E.P.-C.F.D.T.) ont passé entre elles accord sur la base d'une charte commune et fondé la C.E.C.A.F. 95 : Commission d'enquête sur les crimes et activités fascistes dans le Val-d'Oise. Notre objectif est, à l'aide de cet instrument, de dépister et de répertorier les mouvements d'extrême-droite dans le département pour discerner leur stratégie et pouvoir les combattre efficacement. La C.E.C.A.F. 95 sortira un « livre noir » sur la base des informations ainsi recueillies.

Par ailleurs, les contacts continuent entre les organisations qui s'étaient retrouvées au coude à coude lors de la manifestation du 24 octobre. Si le P.C.F. nous a abandonnés en chemin, d'autres en revanche, se sont joints à nous. Ces organisations ont signé le 22 novembre un communiqué commun qui, un mois exactement après l'attentat, se prononce sans équivoque contre toute exclusive lan-

cée par des organisations contre d'autres. Une lettre de la Fédération des Œuvres Laïques à la C.E.C.A.F. 95 est particulièrement claire sur ce point : elle « ne tiendra aucun compte de la qualité des participants ou des non-participants à l'action commune. Elle ne fera pas de procès d'intention à personne, et négligera les procès d'intention qui pourraient lui être faits. » (Lettre du 19-11.)

Les organisations du 24 vont, dans l'immediat, élaborer une brochure faisant le point sur l'attentat du 22 et exprimant le point de vue de chacune d'entre elles sur l'événement. Cette information du public nous semble de première importance.

Enfin, nous faisons également « tourner » dans le Val-d'Oise un reportage vidéo, c'est-à-dire télévisé-enregistré sur magnétoscope. De nombreuses petites réunions permettent ainsi de susciter le débat sur la nature du fascisme, et ses liens avec le pouvoir et le régime. La dernière réunion de ce type a été organisée par un de nos sept groupes d'Argenteuil, et a rassemblé plus de 60 participants.

La conclusion à tirer de cet attentat est que l'action unie contre le fascisme est aussi difficile à assurer que sur tout autre objectif. Nous le regrettons. Ne plaçant sur le chemin de cette action unie aucune exclusive, nous espérons que le P.C. n'adoptera pas en France, vis-à-vis des groupes d'extrême-gauche, la funeste stratégie qui fut la sienne en Allemagne vis-à-vis de la social-démocratie au moment de la montée du nazisme. L'ennemi principal ne se trouve pas parmi nous (et Thaelmann n'a pas succédé à Hitler !).

Sauver T.S.

4^e initiative :
Vente de collections
anciennes de T.S.

Sauver T.S.

5^e initiative :
Ecrire régulièrement à T.S.
(même si tout ne passe pas)

Sauver T.S.

6^e initiative :
Multiplier les initiatives par 6

Lorsque les étudiants vont aux champs

Il ne se passe guère de semaine sans que des paysans ne soient l'objet de la répression policière. Provocations, intimidations, arrestations, inculpations, procès : l'arsenal de l'appareil juridique et policier de la bourgeoisie se déploie. Pourquoi ?

Parce que les paysans, malgré l'isolement relèvent de plus en plus la tête. « La terre à ceux qui la cultivent » : le vieux mot d'ordre révolutionnaire se retrouve dans la lutte contre les grands propriétaires fonciers, les cumulards, les banques qui « rentabilisent » l'industrie agricole et alimentaire et provoquent la prolétarisation des travailleurs de la terre.

Les paysans veulent « prendre leurs affaires en main ». La bourgeoisie effrayée, contre-attaque et fait donner ses diverses polices. Témoin, ce récit de nos camarades du Gers et qui, bien que datant de juillet, reste d'actualité. Aussi longtemps que les ouvriers, avec les paysans et les intellectuels n'auront pas jeté à terre le système d'exploitation capitaliste.

Le 1^{er} juillet, une équipe de jeunes « gauchistes », originaires de l'Université de Toulouse, et un ouvrier, dix au total, débarque dans le canton de Samatan, dans le Gers, pour travailler dans les fermes au cours de l'été. Ils sont logés dans une ferme abandonnée de Bézéril appartenant à la famille des marquis de Galard Terraul, et celle-ci devait les employer pour les travaux d'arrosage.

Le 3 juillet, le commissaire principal des R.G. demande rendez-vous à l'auteur de ces lignes et veut savoir où, quand et comment j'ai connu ces jeunes. Mes réponses n'ont pas l'air de le satisfaire et, sans doute, il me souhaite plus coopérant. Le lendemain, 4 juillet, M. et Mme de Galard Terraul sont avisés qu'ils abritent de dangereux agitateurs (qualificatifs textuels), malvenus chez les descendants de Charlemagne...

Le 6 juillet, ceux-ci viennent aviser nos révolutionnaires sanguinaires que, malheureusement, ils sont

obligés de reprendre la ferme pour les besoins d'un beau-frère qui vient du Canada passer ses vacances (!)

Pour ne pas attirer d'ennui au régisseur qui est chic avec eux, ils prennent le parti de quitter le domaine sous huitaine.

Pendant ces huit jours, le maire de Bézéril est harcelé de visites de R.G., de gendarmes, de coups de téléphone de la préfecture.

La veille de l'expiration du délai, les gendarmes sont là et, le lendemain matin, à 7 h, ils réveillent nos larrons. Il faut l'autorité du régisseur qui leur signifie d'avoir à se déplacer sur demande seulement pour qu'ils se retirent.

Entre-temps, un de leurs employeurs met à la disposition des jeunes une ferme inutilisée avec un bail de location, se disant qu'ainsi ils seraient tranquilles et lui aussi.

Las ! répit de courte durée. Pendant quatre à cinq jours, les gendarmes ignorent la nouvelle base. Quand, à nouveau, ils l'ont repérée, commence alors la campagne d'intimidation, de calomnie.

Contrôle journalier et même multi-journalier des jeunes chaque fois qu'ils passent dans le bourg ou les jours de marché ; contrôle chez les gens qui les emploient. Mise en garde de ceux-ci contre les ennuis possibles. Devant ces risques, certains cessent de les employer.

Bruits répandus : drogue, détournement de mineures, pilleurs... Interdiction aux parents de Lombez de laisser leurs jeunes côtoyer ceux-là. Une brigade disant « danger, ils se lavent tout nus », et une autre brigade, au contraire, « danger, ils sont dégueulasses, ils vont apporter le choléra » !

Enfin, vers le 26 juillet, Noël Vignaux, le logeur des « gauchistes », est convoqué à la gendarmerie de Samatan. Pour ce faire, deux visites des gendarmes et coup de téléphone... Présence du commandant de gendarmerie lui-même, venu de la ville d'Auch pour signifier à Vignaux, par ordre du préfet, d'avoir à se débarrasser de ses locataires sous huit jours.

Quand on est responsable d'un G. A. E. C. de quatre familles et qu'on a plus besoin d'argent que de prières, on est sensible à une certaine série de menaces voilées. Et si d'aventure le robinet du Crédit Agricole était fermé ! Chose très possible... J'en sais quelque chose.

Première réaction : réunion pour envisager la riposte. Principe de création d'une association de défense des libertés individuelles et collectives a été retenu. Presse mise dans le coup.

Précision

Une phrase de l'article de J. Gallus sur la crise de la majorité (T.S. n° 514) a été mal interprétée par certains camarades. Il écrivait — avec une intention évidemment paradoxale — que le fait que des Juifs sont impliqués dans les affaires de scandales immobiliers en souligne la gravité et que c'est bien pour cela que le gouvernement les inculpe en priorité. J. Gallus regrette que cette phrase ait pu être prise au sens propre et il s'étonne — même si sa rédaction prêtait à confusion — que des camarades de son propre parti aient pu craindre le moindre antisémitisme de sa part.

Conférence Nationale Entreprise

1. Calendrier des Conférences Régionales Entreprise.
Lyon : métallurgie, 27 et 28 novembre ; chimie, 4 et 5 décembre ; secteur nationalisé, 4 décembre.
Nord, Pas-de-Calais : 28 novembre, à Ruitz.
Aquitaine : vraisemblablement 4 et 5 décembre.
Provence, Côte d'Azur : courant décembre.
Région parisienne : 4 et 5 décembre, à Colombes.
Normandie : 28 novembre, aux Essarts.
Provence, Languedoc : 11 et 12 décembre.
Franche-Comté : 4 et 5 décembre.
Alsace, Lorraine : 20 et 21 novembre.
Centre Loire : 28 novembre.
Centre, Massif Central : 5 décembre.

2. Ordre du jour de la Conférence Nationale Entreprise, premier lieu d'élaboration du programme révolutionnaire.

Cette conférence a lieu les 18 et 19 décembre. Adresse : Chatelard, Francheville-le-Haut, Rhône. Début des travaux : 9 heures.

Samedi matin :

- Présentation de l'ordre du jour.
- Compte rendu de mandat de la C.N.E. sortante.
- Rapport synthétique de la C.N.E. sur l'état des luttes en France.
- Rapport sur l'unité ouvriers-paysans par la C.N.E.
- Rapport sur les problèmes de l'emploi par l'Alsace-Lorraine.

Samedi après-midi :

- Réunion par branches d'industrie.

Samedi soirée :

- Rapport des réunions de branches sur certains points de leurs travaux.

Dimanche matin :

- Réunion en commissions :
 - Les luttes politiques dans l'entreprise, la plate-forme C.G.T.-C.F.D.T., les projets P.C.-P.S.
 - L'unité ouvriers-paysans.
 - Problèmes de l'emploi, synthèse branches d'industries, régions.

Dimanche après-midi :

Elections de la C.N.E. :

- Par branches et sous-branches.
- Par régions.

De la C.N.E. devra se dégager un secrétariat élargi et un bureau pouvant se réunir une fois par semaine.

L'ensemble des militants des sections et groupes d'entreprise sont invités à participer à cette conférence. Lors des votes en assemblée générale, les groupes et sections ont deux délégués de droit et un par fraction de dix supérieure à dix. Dans les réunions par branche et les commissions, l'ensemble des participants présents pourront voter.

La semaine précédant la Conférence Nationale Entreprise, « T.S. » publiera, dans un encart de quatre pages, les contributions au débat.

Deuxième réaction : Bernard Lambert (1) est en vacances pour huit jours chez ses beaux-parents. Avec lui, nous décidons une opération sur Auch.

● Visite aux R.G. qui sont « vaguement » au courant et qui nous disent : « les flics sont des cons bornés » (textuel), ils prennent des initiatives intempestives.

● Visite au secrétaire général de la préfecture remplaçant le préfet en vacances. Celui-ci refuse de nous recevoir.

● Visite à l'évêque d'Auch qui nous reçoit favorablement et qui nous branche un de ses aumôniers sur l'affaire.

● Visite au commandant de gendarmerie d'Auch qui refuse de nous recevoir, ayant reçu l'ordre de la préfecture de ne pas discuter avec nous.

Nous en profitons pour nous expliquer avec son adjoint et nous le mettons au courant des appréciations des R.G. à leur égard. Celui-ci tente de minimiser la chose.

Enfin, visite au correspondant permanent de la « Dépêche du

Midi » qui se montre peu convaincu. Une agence de presse parisienne reprend l'information. Quand le premier journaliste arrive à Samatan, il est à la gendarmerie de Lombez à 19 h. A 20 h 45, le chef de brigade est chez Noël Vignaux pour lui dire que, ma foi, ayant un bail avec ces gars-là, il comprend bien qu'il ne peut les mettre à la porte facilement, donc... bonnes vacances à tous !

Dans la foulée, nous avons déposé les statuts de l'Association de défense des libertés individuelles et collectives pour bien montrer notre détermination.

Tout est rentré dans « l'ordre », sauf écoute téléphonique qui a encore duré quelques jours chez moi. J'en ai la preuve : un journaliste d'Auch m'interviewa téléphoniquement vers 20 h. A 20 h 30, l'adjoint au principal des R.G. est chez le journaliste pour lui demander de ne pas passer ce papier comme ça !

(1) Responsable paysan, membre de la direction du P.S.U.

Rencontre au sommet

M. Brandt va rencontrer M. Pompidou. Ils ont beaucoup de choses à se dire. Thème central de l'entretien : comment sortir de la crise monétaire internationale ; sujet annexe : la relance de l'Europe.

Pour de nombreux spécialistes il s'agirait de la rencontre de la dernière chance. Si les deux hommes n'arrivent pas à se mettre d'accord sur des propositions acceptables par les Américains, la crise risque fort de ne pas sortir de l'impasse avant longtemps. Chacun se repliera sur ses positions et prendra des mesures pour sauvegarder ses intérêts. Il faudra peut-être attendre les élections présidentielles américaines pour chercher à nouveau une solution.

Le temps presse

Cependant chaque jour qui passe apporte son lot d'informations inquiétantes. La crise devient une réalité à l'échelle mondiale. Il est vrai que ceux qui ont entre leurs mains la clé du problème, c'est-à-dire les gouvernements américain et français, estiment que rien ne presse. On écrit çà et là que la crise « profite » aux U.S.A. et à la France ; sans préciser qui « profite » réellement dans ces deux pays. En tous cas, ailleurs, cela commence à aller très mal.

Les pays les plus atteints — mais qui s'en préoccupe ? — sont les pays du tiers monde. Comme toujours les erreurs et les difficultés des capitalistes se traduisent immédiatement par une exploitation accrue des pays peu développés : ce sont sur leur dos que l'on fait des économies. Economies sur l'aide : pour la première fois le Sénat américain a refusé de voter les crédits proposés par le gouvernement. Mais surtout baisse des cours d'achat des matières premières : cacao, caoutchouc, cuivre, plomb, étain, etc. Déjà plusieurs pays d'Afrique et d'Amérique latine sont en pleine récession et doivent arrêter leurs programmes de développement, faute de pouvoir payer les biens d'équipement achetés à l'étranger.

Montée générale du chômage

La crise générale des matières premières va s'étendre aux pays développés. Les patrons de l'acier sentent venir ce qui pourrait bien être la crise la plus grave dans ce secteur depuis la dernière guerre.

L'inquiétude gagne progressivement tous les milieux patronaux qui supplient leur gouvernement de trouver rapidement les moyens de relancer les affaires.

Pour le moment, ce sont évidemment les travailleurs qui font les frais de la crise. Dans presque tous les pays le chômage augmente. Même en Suède, le pays qui était donné comme modèle pour sa politique de l'emploi, le nombre des chômeurs a doublé. En

Grande-Bretagne, près d'un million de travailleurs sont sans emploi ; en Ecosse, près d'un homme sur dix est sans travail ; aux Etats-Unis, les mesures Nixon n'ont eu encore aucun effet et le taux de chômage atteint 6 % ; en Allemagne la situation se dégrade rapidement, de nombreuses entreprises licencient du personnel ; l'Italie est touchée par la crise économique la plus grave depuis la fin de la guerre : réductions d'horaires et licenciements augmentent même dans les grands trusts jusqu'ici épargnés comme Fiat et Pirelli.

Cette situation ne déplaît pas à tout le monde. « Certains hommes d'affaires vont jusqu'à admettre en privé que l'importance du chômage est telle qu'elle leur permet enfin de trouver des ouvriers qualifiés « sans avoir à offrir des salaires dépassant de 20 % ceux du marché du travail », écrit le journal anglais « Daily Telegraph », qui ajoute « le niveau élevé du chômage contribue au moins à modérer les excès des conventions collectives... ». Cependant comme les profits sont également menacés, que les bourses baissent et que le rendement de l'argent diminue, les patronats voudraient bien une solution.

La guerre froide atlantique

Qu'est-ce qui s'oppose alors à un accord international ? Pour le moment les prétentions des Américains qui sont inacceptables pour les dirigeants japonais et européens.

Le gouvernement de Washington refuse de dévaluer le dollar, il demande une participation supplémentaire de deux milliards aux dépenses militaires américaines, il exige une réévaluation des autres monnaies qui permettrait aux entreprises américaines d'accroître fortement leurs exportations et freinerait les ventes étrangères aux U.S.A. Au total, les Américains y gagneraient 10 milliards de dollars (5.500 milliards d'anciens francs) ; ils insinuent que leurs partenaires n'acceptent pas assez libéralement les produits américains.

Pour parvenir à leurs fins les dirigeants U.S. manient tour à tour promesses et menaces ; ils s'efforcent de diviser leurs adversaires en négociant avec chaque pays (Canada, Japon, Allemagne...). Finalement ils font mine de ne pas voir la crise qui menace le monde entier, mais en même temps, ils comptent sur l'accroissement des difficultés chez leurs « alliés » pour voir ceux-ci demander la paix aux conditions posées par eux.

Face à cette stratégie les gouvernements du marché commun semblent opposer un front uni. Au cours de multiples rencontres ils ont réussi à se mettre d'accord sur une ligne de conduite. Celle-ci consiste à demander aux Américains de prendre leur part dans

la solution de la crise en admettant une légère dévaluation du dollar ; les Allemands, de leur côté, semblent avoir accepté l'idée française d'un certain contrôle des mouvements de capitaux.

En fait le front franco-allemand est loin d'être solide et des divergences considérables séparent les positions.

Le gouvernement de Bonn, il n'en fait pas mystère, est pressé d'aboutir. La grande bourgeoisie allemande est très inquiète, elle a peur de voir sa suprématie en Europe compromise par un recul de l'industrie allemande ; elle redoute aussi une rupture de l'alliance atlantique, garantie suprême contre les menaces extérieures et subversives. Bonn cherche donc à convaincre les dirigeants français qu'il faut proposer en commun quelque chose que les Américains puissent juger acceptable sans que cela entraîne de grosses difficultés du côté allemand. Il estime que la France devrait supporter une part plus grande des sacrifices. En termes techniques cela veut dire que l'écart actuel entre le franc et le mark devrait être réduit afin de diminuer l'avantage qu'il procure aux entreprises françaises qui vendent en Allemagne. Le raisonnement vaut aussi pour d'autres pays : plus les Français, les Japonais, les Anglais feront de concessions aux Américains, moins l'Allemagne aura à en faire.

Dans la tourmente

Du côté français on ne raisonne pas du tout de cette manière. L'actuelle dévaluation de fait du franc est considérée comme une très bonne chose puisqu'elle procure un avantage appréciable aux grandes entreprises. On

fait semblant d'ignorer que cela, en même temps, accélère la hausse des prix ; mais pour le moment, la préoccupation dominante du pouvoir est d'empêcher le plus longtemps possible (jusqu'aux élections ?) la montée du chômage.

Enfin Pompidou joue peut-être l'échec des négociations avec les Américains. D'abord parce qu'il estime leurs exigences excessives et espère qu'ils en rabattront et ensuite parce qu'il espère qu'en cas d'échec les pays européens n'auront plus d'autre solution que de s'organiser entre eux pour traverser la crise ; les bourgeoisies européennes se mettraient d'accord pour développer une Europe protégée contre les influences extérieures et contre les prétentions des classes ouvrières. Ce grand « dessein » explique sans doute pourquoi Paris a tout fait pour que la rencontre Pompidou-Brandt ait lieu après la prochaine réunion des dix (les 10 pays les plus puissants financièrement). En effet si au cours de celle-ci les Américains repoussent à nouveau les propositions européennes et si le front européen tient bon, alors il pourra présenter les 2 et 3 décembre au Chancelier fédéral un grand accord monétaire et financier que l'on vendra ensuite aux autres pays européens.

De toutes façons chacun sait que la solution de la crise met en jeu trop de gros intérêts pour qu'elle n'ait au mieux que des solutions partielles et boiteuses dans les prochains mois ; les dirigeants du capitalisme français et allemand eux voudraient bien trouver les bases d'un accord pour se prêter un appui mutuel dans la tourmente qui approche.

Jacques MALTERRE.



Sauver T.S.

l'initiative centrale
1 abonné par militant

Sauver T.S.

La fin d'une double hégémonie

A peine entrée à l'O.N.U. la Chine a confirmé spectaculairement les espoirs que beaucoup plaçaient en elle. De l'Indochine à la Palestine, en passant par son opposition au monopole nucléaire, ses positions demeurent inchangées. Sur-tout, elle réaffirme sans ménagement sa résolution de s'opposer à l'hégémonie des deux super-grands, les prenant l'un et l'autre violemment à partie. Enfin, répétant une fois encore qu'elle ne deviendra jamais elle-même une super-puissance, la Chine se proclame « pays économiquement arriéré et (...) en cours de développement (qui) comme la grande majorité des pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine (...) appartient au tiers-monde. » Enfin, elle rappelle qu'elle apporte « à titre gratuit une aide militaire à des pays et à des peuples en lutte contre l'agression », en soulignant toutefois que « du fait que l'économie de la Chine est encore relativement en retard, l'aide matérielle que nous apportons est très limitée. » Ce qui est une autre façon de dire que les peuples en lutte doivent avant tout compter sur leurs propres ressources.

Ce premier discours a désagréablement surpris ceux qui voyaient dans l'actuelle ouverture diplomatique chinoise en direction de tous les pays et dans l'invitation de Nixon à Pékin, le signe réconfortant d'un virage à droite. La fureur de la presse réactionnaire fait toujours plaisir :

« Contrairement à ce que les augures naïfs avaient cru pouvoir annoncer », écrit « L'Aurore » du 17 novembre, « c'est une Chine intransigeante, arrogante, belliqueuse qui s'est installée aux Nations Unies. Une Chine qui, s'érigeant en leader du tiers-monde et en moteur de tous les mouvements révolutionnaires de l'univers, a

trouvé une tribune internationale pour lancer ses imprécations ses slogans de propagande et ses cris de guerre. »

Ce dur retour à la réalité était pourtant prévisible : le ton de « Pékin-Information » ne s'est nullement adouci depuis l'annonce de l'invitation de Nixon à Pékin, et on ne voyait pas pourquoi, une fois installée à l'O.N.U., la Chine allait s'enfoncer dans le doux ronronnement onusien traditionnel. C'est pourtant ce que beaucoup espéraient, en dépit des mises en garde de Formose, le principal vaincu de ces dernières semaines. Le 8 octobre, son représentant intervenait à l'O.N.U. dans ces termes :

« La Chine Populaire n'a pas renoncé à sa politique d'hégémonie mondiale. Pékin continue à susciter la violence et la guerre, à fomenter l'insurrection chez ses voisins, à fournir des armes et des munitions aux rebelles en Thaïlande, en Birmanie, en Malaisie, en Indonésie et à entraîner et à équiper des guerillas à travers le monde. » (« Le Monde », 10-11 octobre.)

Passons sur cette conception policière de l'histoire selon laquelle tout irait bien sans le « chef d'orchestre clandestin » : la réaction de Formose traduit avant tout la grande peur de tous les pouvoirs fantoches d'Asie du Sud-Est, qui voient déjà poindre le jour de leur renversement et qui considèrent à juste titre la Chine comme leur ennemi mortel.

C'est pour les mêmes raisons que l'entrée de la Chine à l'O.N.U. et l'expulsion de Formose doit être considérée en premier lieu comme une retentissante victoire pour l'ensemble des peuples dominés par l'impérialisme. La joie qui s'est emparée des délégués après l'annonce des résultats du vote a vexé les Américains, qui

l'ont jugée « indécente ». D'autres, plus discrets, n'en pensaient pas moins.

Car si l'on fait le bilan des grands vaincus, on s'aperçoit que les U.S.A. — dont la défaite a surtout été remarquable par son ampleur imprévue — se trouvent embarrassés à l'O.N.U. de cette épine de Formose sans avoir trop perdu la face.

En revanche, l'U.R.S.S., qui a soutenu l'entrée de la Chine, est — avec les militaristes japonais (et Formose, bien sûr) — la grande perdante.

Jusqu'ici, et en dépit de sa collaboration politique de plus en plus ouverte avec l'impérialisme U.S. et européen, l'U.R.S.S. faisait encore malgré tout, figure d'« amie » du tiers-monde. A présent elle cesse d'être le porte-parole de qui que ce soit, sauf d'elle-même. La Chine est là désormais, qui lui mènera la vie dure en dénonçant sa collusion avec Washington.

L'entrée de la Chine à l'O.N.U. met ainsi fin à toute une période historique, entérinant juridiquement l'état de fait qu'on constate depuis quelques années : les U.S.A. et l'U.R.S.S. ont cessé de dominer impunément la scène internationale.

Ceci apparaîtra clairement dans un proche avenir au Moyen-Orient. On peut déjà s'attendre (la Chine l'a clairement laissé prévoir) à la mise en cause de la fameuse « résolution du 22 novembre » par laquelle l'O.N.U., naguère soumise à la volonté conjointe des U.S.A. et de l'U.R.S.S., a tenté après juin 67 d'imposer au peuple palestinien et aux peuples arabes limitrophes le fait accompli israélien. Bref, la légalité impérialiste commence à être sérieusement sapée.

Henry ROSENGART.

en bref

■ L'arbitraire colonial dans les D.O.M.

Le 14 octobre, Yves Leborgne, professeur de philosophie à Cannes, informait ses collègues de son intention de commencer la grève de la faim dans sa classe.

Son histoire vaut la peine d'être connue. En 1961, huit professeurs de Guadeloupe, dont lui, ont été mutés d'office en métropole. Le préfet en avait ainsi décidé en vertu de l'ordonnance du 15 octobre 1960 « autorisant le gouvernement à prendre... certaines mesures relatives au maintien de l'ordre, à la sauvegarde de l'Etat, à la pacification et à l'administration de l'Algérie ». L'ordonnance stipule : « les fonctionnaires de l'Etat... en service dans les Départements d'outre-mer, dont le comportement est de nature à troubler l'ordre public peuvent être, sur la proposition du préfet et sans autres formalités, rappelés d'office en métropole par le ministre dont ils dépendent. »

Arbitraire complet. Aucun grief n'a été formulé contre aucun des intéressés, aucune procédure administrative engagée. Inutile de dire les problèmes dramatiques qu'entraîne cet exil pour les Guadeloupéens. En vain ils demandent depuis dix ans de regagner leur pays.

Les conseils généraux de la Martinique et de la Guadeloupe réclament en vain l'abrogation de l'ordonnance et la réintégration des huit professeurs dans leur poste. Bien mieux : en 1962 l'un de ces derniers, M. Tholy, muté à Lille, introduit une action au tribunal administratif. Celui-ci condamne sans équivoque l'arbitraire préfectoral et chiffre à cinq millions le préjudice matériel. Le préfet refuse de s'incliner devant le jugement. Le Conseil d'Etat confirme l'arrêt du tribunal administratif : aucun préfet de Guadeloupe ne se soumet à cet arrêt du « tribunal suprême de l'Etat » !

Yves Leborgne, comme les autres réclame chaque année son retour aux Antilles. Son foyer est en effet brisé. Sa femme, demeurée en Guadeloupe avec ses quatre enfants a dû être hospitalisée deux fois en service psychiatrique. Les médecins la reconnaissent « victime de dix années de misère et d'isolement affectif ». Mais l'administration n'en a cure et se réfugie derrière le ministère des D.O.M. Le 9 avril 1971, Yves Leborgne se voit encore répondre « Je ne méconnais point la gravité des raisons que vous invoquez à l'appui de votre demande, mais je ne peux que vous confirmer qu'il m'est impossible de vous accorder la mutation sollicitée. »

Il n'est pas seul dans son cas : 8 professeurs de la Guadeloupe, 2 de la Guyane, 3 de la Martinique et plus d'une dizaine de Réunionnais se voient eux aussi interdire de rentrer dans leur pays. C'est assez dire que ces prétendus « départements » ne sont que des colonies, livrées à l'arbitraire des préfets et de leur chef, actuellement Mesmer.

Dans plusieurs villes des comités de soutien s'organisent, avec toutes les organisations ouvrières. A Cannes, ce comité distribue des tracts et envisage un meeting. Mais on ne peut s'en tenir aux démarches humanitaires et aux protestations platoniques comme celles du S.N.E.S. qui chaque année à Pâques, vote une motion rituelle. « Pitié inopérante » écrit à juste titre Yves Leborgne. C'est une action réelle qu'il faut entreprendre, en appelant un chat un chat et la politique du pouvoir dans les D.O.M. ce qu'elle est : une dictature impérialiste.

Sauver T.S.

1^{re} initiative :

Chaque militant demande à son libraire d'afficher T. S.

Sauver T.S.

2^e initiative :

Chaque section organise une fête pour T.S.

Sauver T.S.

3^e initiative :

Une réunion de sympathisants suivie d'une collecte



De l'Algérie au Vietnam

Au théâtre du VIII^e à Lyon, Marcel Maréchal met en scène la pièce de Kateb Yacine, *L'homme aux sandales de caoutchouc*. Cette pièce est une méditation politique sur trois guerres : une guerre coloniale, la guerre d'Indochine, une guerre internationale, celle du Vietnam, et c'est en pointillé qu'est inscrite la troisième, celle qui, pour l'Algérien Kateb Yacine, fait le lien entre les deux autres, la première guerre de libération d'un peuple, la guerre d'Algérie.

Un grand jeu brechtien

Il n'est question ici que de montrer. Le travail remarquable que Marcel Maréchal a fait sur le texte de Kateb Yacine distingue trois plans de jeu : la grosse parodie, la farce des tréteaux dans la tradition des contes arabes, et le rêve de libération.

La grosse parodie met en place une fresque historique qui montre les grandes puissances oppressant l'Indochine depuis plus d'un siècle, c'est-à-dire longtemps avant la naissance d'Ho Chi Minh (1890), dont l'esprit de résistance insufflé à tout un peuple est le ressort dramatique de l'œuvre. Ici, les généraux se succèdent. Généraux français, puis américains. En scène, les mêmes acteurs. Il suffit de changer leurs déguisements.

Ce qui se dessine à partir de leur jeu, c'est la lutte de l'éléphant contre le tigre. Dans les

rizières, l'éléphant le mieux armé et qui a surpris d'abord par sa force et son acharnement à tout écraser finit par s'enliser et périr de pauvreté imaginative et d'épuisement.

Au niveau de l'écriture, une pièce s'inscrit entre cet *Homme aux sandales de caoutchouc* et le cycle du *Cadavre encerclé*, où le grand poète dramatique qu'est Kateb Yacine essayait de rendre compte lyriquement de la situation politique de l'Algérie en guerre : c'est la *Poudre d'intelligence*, une comédie provocante dans laquelle est montré le bon usage de l'esprit face à la force bornée des puissants. Le rôle qu'y jouait Nuage-de-fumée en qui on reconnaissait le malicieux J'ha, héros populaire du Maghreb, est tenu collectivement dans sa nouvelle pièce par le petit peuple du Vietnam, qui, par des histoires qu'il invente, colporte et joue sur des estrades de fortune, ridiculise l'autorité étrangère. En même temps devenu attentif à cet homme de l'impossible devenu possible, cet Ho Chi Minh qui glisse dans ses rêves, ce peuple s'organise pour faire échouer les manœuvres des agresseurs. Ici, l'esprit de résistance est indiqué par une atmosphère floue, une sorte de contrepoint du rêve, dans lequel la musique met des appels émotionnels. Parallèlement aux couplets brechtiens détachés du texte et qui en soulignent la portée, la chanson d'Ho Chi Minh, indiquée parfois seulement par quelques notes, glisse constamment la prise en considération du courage d'un peuple sous la mascarade.

VIE

culturelle

Pour la libération des moyens d'expression

Le spectacle de Marcel Maréchal est volontairement provocant. D'abord par la façon dont il lie intimement guerre d'Indochine, d'Algérie et du Vietnam : pas question ici de jouer les innocents en accablant les guerres des autres. Pour Maréchal, il s'agit de savoir si, dans la ville qui est redevenue la patrie d'élection de Soustelle, on peut dire honnêtement comment beaucoup de Français voient, en 1971, les erreurs passées de leurs dirigeants, et de le dire hautement en employant pour cela les finances du gouvernement français et de la municipalité de Lyon. Si la réponse est positive, si à Lyon, le théâtre peut jouer le rôle qui, politiquement est le sien, ce rôle de fouet des consciences pour que deviennent impossibles les conditions dans lesquelles se sont inscrits les crimes du passé, alors il faut augmenter les subventions de Maréchal afin que des entreprises d'assainissement comme celle que constitue la représentation devant de vastes publics de *L'Homme aux sandales de caoutchouc* soient plus souvent possibles. Si la réponse est négative, si Marcel Maréchal n'obtient pas, avec la liberté de la création, son nécessaire financement, alors lui-même et tous ceux qui suivent son effort pourront tirer les conclusions qui s'imposeront.

Dominique NORES.

Un reportage de Pierre Loti

Les Annamites tombent par groupes fauchés par les tirs rapides et les feux de salves. On avait réglé les hausses pour la distance, et chargé les magasins des fusils ; on avait tranquillement tout préparé pour les tuer au passage... En effet, ils avaient passé sous les feux des marins de l'ATLANTE, ces fuyards attendus. On les avait vus paraître, se masser à moitié roussis à la sortie de leur village, hésitant encore, se retroussant très haut pour mieux courir, se couvrant la tête, en prévision des balles, avec des bouts de planches, des nattes, des boucliers d'osier - précautions enfantines comme on prendrait contre une on-dee... Et puis, ils avaient essayé de passer en courant à toutes jambes. Alors, la grande tuerie avait commencé. On avait fait des feux de salves et c'était plaisir de voir ces gerbes de balles, si facilement dirigeables, s'abattre sur eux deux fois par minute, au commandement, d'une manière méthodique et sûre. C'était une espèce d'arrosage, qui les couchait tous par groupes. On en voyait d'absolument fous, qui se relevaient, pris d'un vertige de courir comme des bêtes blessées ; ils faisaient en zig-zags, et tout de travers, cette course de la mort, se retroussant jusqu'aux reins d'une manière comique, leurs chignons dénoués, leurs grands cheveux leur donnant des airs de femmes. D'autres se jetaient à la nage dans la lagune, se couvrant la tête toujours avec des abris d'osier ou de paille, cherchant à gagner les jonques. On les tuait dans l'eau. Il y avait de très bons nageurs qui restaient longtemps au fond ; on réussissait tout de même à les attraper, quand ils mettaient la tête dehors pour prendre une gorgée d'air, comme des phoques.

Et puis, on s'amusait à compter les morts... Dans le village, on les voyait par petits tas ; quelques-uns, tout roussis, n'avaient pas fini de remuer. Avec ceux qui avaient dû tomber dans les forts du Sud, cela pouvait faire huit cents ou mille. Les matelots discutaient là-dessus, établissaient même des paris sur la quantité.

Plus personne à tuer. Alors les matelots, la tête perdue de soleil et de bruit, sortaient du fort et descendaient se jeter sur les blessés avec une espèce de tremblement nerveux...

Il y avait des cadavres déjà bien affreux... les yeux sortis, le corps criblé, tout lardé, tout à trous. Et de grosses mouches à bœufs les mangeaient.

tribune

socialiste

Hebdomadaire
du P.S.U.

Directeur politique :
Christian Guerche

Directeur adjoint :
Gérard Féran

Secrétaire de la rédaction :
Philippe Guyot

Comité politique de rédaction :

Robert Chapuis - Gérard Féran - Jacques Gallus - Jacqueline Giraud - Christian Guerche - Gilbert Hercet - Christian Leucate - Robert Michel - Henry Rosengart.

Rédaction :

Jean-Louis Auduc - Gilbert Chantaire - Françoise Claire - Jacques Ferlus - François Gyr - Alain Moutot - Dominique Nores - Lucien Saintonge - Jean Verger

●
Directeur
de la Publication
Guy Degorce

●
Rédaction
Administration :
9, rue Borromée
PARIS (15^e)
566-45-37

S.A. Imprimerie Editions Moriamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

Photos : A.F.P. (p. 6, 16). Co-lombert (p. 19). J.-P. Rivière (p. 7). D.R. (p. 6, 14, 18).

Le présent numéro est tiré
à 24.000 exemplaires

PANTHÉON

La veuve coudert

13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

Sauver T.S.

4^e initiative :

Vente de collections
anciennes de T.S.

Sauver T.S.

5^e initiative :

Ecrire régulièrement à T.S.
(même si tout ne passe pas)

Sauver T.S.

6^e initiative :

Multiplier les initiatives par 6

Avec vos vœux, offrez des livres



HISTOIRE

- **LA COMMUNE DE 1871**, J. Bruhat, J. Dautry, E. Tersen, Editions Sociales, 400 illus, 1 vol. relié 80,00
- **CIVILISATION MATERIELLE ET CAPITALISME**, XV^e - XVIII^e siècle, F. Braudel, 464 pages, 40 hors-texte, 9 cartes, Coll. Destins du Monde, Ed. Armand Colin, 1 vol relié 78,00
- **L'ISLAM ET SA CIVILISATION**, VII^e - XX^e siècle, A. Miquel, 576 pages, 40 hors-textes, 25 cartes, Coll. Destins du Monde, Ed. Armand Colin, 1 vol relié. 78,00
- **HISTOIRE GENERALE DE LA PRESSE FRANÇAISE**, tome I, Des origines 1814, 1 vol. relié 68,00
tome II, De 1815 à 1871, 1 vol. relié 55,00 P.U.F.
- **ACTES DU TRIBUNAL REVOLUTIONNAIRE**, textes recueillis et commentés par G. Walter, Ed. Mercure de France, 1 vol. relié 30,00
- **HISTOIRE UNIVERSELLE**, Encyclopédie de la Pléiade.
Tome I, Des Origines à l'Islam, R. Grousset et E.-G. Leonard, 1 vol. relié 53,10
Tome II, De l'Islam à la Réforme, R. Grousset et E.-G. Leonard, 1 vol. relié 59,90
Tome III, De la Réforme à nos jours, E.-G. Leonard, 1 vol. relié 59,90 Editions Gallimard.

VOYAGES

- **VOIR FLORENCE**, André Barret, 168 pages, 160 ill. en noir, 65 en couleurs, Hachette, 1 vol. relié, 65,00
- **GUIDE CULTUREL DE ROME**, 1 vol. relié 48,00
- **GUIDE CULTUREL DE VENISE**, 1 vol. relié 48,00
- **GUIDE CULTUREL DE LONDRES**, 1 vol. relié 48,00
Chaque volume : 288 pages, 150 à 200 ill. en noir et en couleurs, Ed. Albin-Michel.

LITTÉRATURE

- **Collection « L'INTEGRALE »**
Les œuvres complètes des plus grands écrivains. Chaque volume de 400 à 1.200 pages. Imprimé sur papier velin. Relié pleine toile rouge.
- **BALZAC**, La Comédie Humaine, 7 vol., chaque 21,00
- **CORNEILLE**, œuvres complètes, 1 vol. 32,00
- **BAUDELAIRE**, œuvres complètes, 1 vol. 21,00
- **FLAUBERT**, œuvres complètes, 2 vol., chaque 32,00
- **LA FONTAINE**, œuvres complètes, 1 vol. 21,00
- **MONTESQUIEU**, œuvres complètes, 1 vol. 32,00
- **MARIVAUX**, théâtre complet, 1 vol. 21,00
- **LE MEMORIAL DE SAINTE-HELENE**, 1 vol. 21,00
- **MOLIERE**, œuvres complètes, 1 vol. 21,00
- **MONTAIGNE**, œuvres complètes, 1 vol. 21,00
- **MUSSET**, œuvres complètes, 1 vol. 32,00
- **PASCAL**, œuvres complètes, 1 vol. 21,00
- **RACINE**, œuvres complètes, 1 vol. 21,00
- **ROUSSEAU**, œuvres autobiographiques, 1 vol. 21,00
Œuvres philosophiques et politiques, 2 vol., chaque .. 21,00
- **STENDHAL**, romans complets, 2 vol., chaque 21,00
- **VIGNY**, œuvres complètes, 1 vol. 21,00
- **VICTOR HUGO**, romans complets, 3 vol., chaque .. 21,00
- **ZOLA**, Les Rougon-Macquart, 6 vol., chaque 21,00 Editions Le Seuil.
- **LE CANON FRATERNITE**, J.-P. Chabrol, 864 pages, Editions Gallimard, 1 vol. relié .. 45,00

CURIOSITÉS

- **HISTOIRE DU COSTUME EN OCCIDENT**, De l'Antiquité à nos jours, F. Boucher, 817 reproductions en noir et 355 en couleurs. Ed. Flammarion, 1 vol. relié, 86,60
- **DICTIONNAIRE DES MEUBLES REGIONAUX ET LEUR SYMBOLISME**, Claude-Salvy, 384 pages, Hachette, 1 vol. relié, 55,00

ARTS

- **LES GENS DE JUSTICE**, 48 dessins de Daumier, Texte de Julien Cain, Ed. Vilo, 1 vol. relié, 72,55
- **LES GENS D'AFFAIRES**, 100 dessins de Daumier, Texte de Jean Adhemar, Ed. Vilo, 1 vol. relié 88,30
- **L'ARCHITECTURE FRANÇAISE**, Des origines à nos jours, D. Basdevant, G. Gassiot-Talabot et M. Gaillard, 416 pages, 300 illus., 24 hors-texte, Biblio. des Guides Bleus, 1 vol. relié, 88,00
- **L'IMPRESSIONNISME**, Préface de R. Huygue, 320 pages dont 280 en couleurs, Ed. Réalités, Hachette, 1 vol. relié .. 160,00
- **LA MUSIQUE**, R. de Cande, Dictionnaire, discographie, tableau chronologique, 750 compositeurs, Biographie et Œuvres, Le Seuil, 1 vol. relié 49,50
- **LE SURREALISME ET LA PEINTURE**, André Breton, Ed. Gallimard, 1 vol. relié 107,00
- **HISTOIRE DE L'ART**, H.-W. Janson, 600 pages, 1.000 reproductions en noir et en couleurs, Ed. Cercle d'Art, 1 vol. relié 100,00

DICTIONNAIRES ENCYCLOPÉDIÉS

- **DICTIONNAIRE DE LA MYTHOLOGIE GRECQUE ET ROMAINE**, P.U.F., 1 vol. relié. 50,00
- **DICTIONNAIRE DES ECRIVAINS FRANÇAIS**, Jean Malgouyres, 576 pages, 480 ill., Le Seuil, 1 vol. relié 49,50
- **ENCYCLOPÉDIE DES CITATIONS**, 10.000 citations d'expression française, R. Dupré, Ed. de Trévise, 1 vol. relié, 57,00
- **DICTIONNAIRE DU CINEMA**, R. Bellour et J.-J. Brochier, Editions Universitaires, 1 vol. relié, 38,60
- **DICTIONNAIRE DU CAPITALISME**, Gilbert Mathieu, Editions Universitaires, 1 vol. relié, 49,95
- **DICTIONNAIRE DU MOUVEMENT OUVRIER**, André Nataf, 1 vol. relié 49,95

POUR LES ENFANTS

- **LE GEANT DE ZERALDA**, Tomi Ungerer, 40 pages, Ed. Ecole des Loisirs, 1 vol. relié. 17,80
- **LES TROIS BRIGANDS**, Tomi Ungerer, 40 pages, Ed. Ecole des Loisirs, 1 vol. relié. 14,80
- **CHANTEFABLES ET CHANTEFLEURS**, Robert Desnos, Illus. L. Jinncova, Ed. Grund, 1 vol. relié 12,00
- **LES BATEAUX**, Coll. Encyclopédie pour les Jeunes, Ed. Fernand Nathan, 1 vol. relié. 21,50
- **CONTES ET LEGENDES D'U.R.S.S.**, Ed. Fernand Nathan, 1 vol. relié 9,50

Commandez-les à : Librairie de

tribune

socialiste

9, rue Borromée, Paris-15^e
C.C.P. 58 26 65 Paris

- Règlement à la commande
- Envoi franco
- Remise 10 % pour toute commande à partir de 100 F.

POUR LES GOURMETS

- **MERVELLES DE LA CUISINE INTERNATIONALE**, 320 pages, Ed. Flammarion, 1 vol. relié, 32,00
- **100 MERVELLES DE LA CUISINE FRANÇAISE**, La Reynière, 448 pages, 300 ill., Ed. du Seuil, 1 vol. relié 60,00



Le M.I.R. et l'unité populaire

Ayant une stratégie anti-électorale, le M.I.R. reste indifférent aux élections de septembre 1970 : ses militants n'entrent pas dans les C.U.P. (comités d'unité populaire) c'est-à-dire ne participent pas à la propagande électorale ; le travail le plus important pour eux reste prioritairement l'implantation dans les masses. Cependant, à la demande de l'Unité populaire, il cesse pratiquement toutes ses activités illégales, se créant par là même de sérieuses difficultés, à cause de sa clandestinité (approvisionnement en argent, survivance...).

D'abord en termes d'appui...

La victoire d'Allende le 4 septembre ouvre de nouveaux horizons, et le M.I.R. fait son autocritique en reconnaissant cette victoire comme une position importante gagnée par le mouvement ouvrier, et sans, cependant, abandonner ses perspectives stratégiques il réadapte sa tactique aux nouvelles conditions qu'il qualifie de très positives et comme « favorisant l'ouverture du chemin au socialisme ». Devant les différentes tentatives de la sédition pour empêcher l'accès d'Allende au pouvoir, le M.I.R. met à la disposition du président ses services de renseignement et contribue en grande partie à déjouer le complot dans lequel est assassiné le général Schneider ce qui en fait un des artisans de la consolidation de la victoire populaire.

Tout au long de l'année 1971, le M.I.R. appuie les réformes du gouvernement de l'Unité populaire et chaque fois que ce gouvernement se trouve menacé, ses militants se retrouvent aux côtés des militants de l'Unité populaire pour apporter leur soutien à Salvador Allende.

La stabilité du gouvernement U.P. doit être en effet défendue, c'est ainsi que face aux possibilités de coup d'Etat, le M.I.R. reste vigilant et se prononce en cas de tentative de sédition sérieuse de la droite, pour la riposte populaire immédiate. Mais, s'il faut soutenir le gouvernement U.P., il faut aussi aller au-delà des mesures admi-

nistratives que celui-ci peut prendre, ce qui amène le M.I.R. à des divergences avec l'U.P.

Pour le M.I.R. c'est au prolétariat de définir les objectifs et de les réaliser avec le gouvernement. La stratégie du M.I.R. passe par la mobilisation des secteurs ouvriers et paysans dans les secteurs où il n'entre pas en opposition trop directe avec l'U.P., mais qui lui permettent cependant de dépasser les limites fixées par l'institutionnalité dans laquelle se maintient la coalition gouvernementale ; celle-ci est de fait limitée par les marges étroites de manœuvre que lui laisse la légalité bourgeoise. Il s'agit en effet « d'accumuler des forces pour préparer l'assaut au pouvoir, et la destruction de l'Etat bourgeois. Cette accumulation de forces se réalise en affaiblissant l'ennemi, en le frappant dans ses centres vitaux, bien plus qu'en essayant de centraliser les couches des petite et moyenne bourgeoisies, hésitantes devant le processus chilien. » La pratique a en effet montré que la grande bourgeoisie, liée à l'impérialisme, fera tout pour empêcher cette alliance (boycot économique, essai de créer un chaos politique...).

Pour le M.I.R. les conquêtes populaires ne seront réellement consolidées que par un réel contrôle ouvrier.

... les relations MIR-UP se dégradent

Ces différentes positions en flèche l'amènent à des conflits de plus en plus marqués avec l'U.P. (expulsion des fundos occupés par les carabiniers et l'armée ; expulsion des logements occupés par les étudiants, « répression » des grèves), d'autant qu'à l'intérieur de la coalition gouvernementale le P.C. prend de plus en plus d'importance (thème significatif de la « bataille de la production ») et que l'U.P. s'oriente vers la voie réformiste envisageant l'alliance possible avec le centre TOMIC de la démocratie chrétienne.

Aujourd'hui les relations M.I.R.-U.P. se sont considérablement dégradées : le vendredi 22 octobre

Moise Huentelaf « paysan révolutionnaire, militant du M.I.R. » était assassiné par les réactionnaires latifundistes sans que la police et le gouverneur local aient jugé bon d'intervenir. Le ministre de l'Intérieur Toma fait écho à l'affaire seulement pour condamner les prises de « fundos ». Au cours de l'enterrement, Miguel Henriquez, secrétaire général du M.I.R., prononce un discours très critique mais conciliateur où il déclare notamment : « En appuyant les mesures positives du gouvernement mais en combattant ses concessions, les travailleurs passent à définir leur propre chemin. Le M.I.R. soutient que, bien que nous ne soyons pas en accord avec chaque pas de l'Unité populaire, bien que nous ayons des divergences sur certains aspects de sa politique, cela ne signifie pas que nous devions aller à une rupture définitive. »

En réponse à ce discours, le comité directeur de l'U.P. sollicité par sa droite, mais avec l'abstention du représentant du P.S., faisait une déclaration dès le lendemain qui signalait que « le M.I.R. se place de lui-même hors du processus révolutionnaire ».

Et Allende lui-même dans son discours fleuve du 1^{er} anniversaire de la prise de pouvoir par l'U.P. se montrait très dur avec les gauchistes allant jusqu'à citer Lénine : le gauchisme, maladie infantile du communisme.

Dans la mesure où le M.I.R. va accentuer son travail d'agitation on peut penser à une rupture.

Dans l'optique de l'affrontement à venir, le M.I.R. peut compter sur ses militants très bien formés, sur de vastes secteurs du P.S. qui lui manifestent leur soutien et une semi-légalité et empêchent la répression du P.C., sur son organisation paramilitaire efficace, sur de vastes couches des milieux les plus déshérités du peuple chrétien, tout au moins pour des actions ponctuelles et sur ses différentes organisations de masse en milieux étudiants, ouvriers et paysans.

Michel DURANT.

Sauver T.S. l'initiative centrale Sauver T.S.
1 abonné par militant